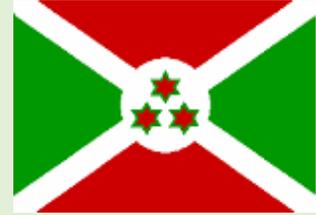


REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

B.P. : 1850 BUJUMBURA

Tél. : +257 22 22 20 87 / +257 22 22 51 41

Site web: [www. MINEAGRIE.gov.bi/](http://www.MINEAGRIE.gov.bi/)

STRATEGIE AGRICOLE NATIONALE

(SAN 2018-2027)

BUJUMBURA, Novembre 2018

Table des matières

<i>Liste des tableaux</i>	4
Résumé exécutif	7
1. Contexte	9
1.1 Contexte international (multilatéral et bilatéral).....	9
1.2 Contexte continental africain	10
1.3 Contexte régional.....	10
1.4 Contexte sous-régional	10
1.5 Contexte national	11
1.5.1 Situation géographique	11
1.5.2 Situation économique.....	11
1.5.3 Aperçu sectoriel	11
2. Etat des lieux du secteur agricole.....	12
2.1 Les facteurs de production	12
2.1.1 Le capital foncier	12
2.1.2 Capital humain	13
2.1.3 Capital financier	14
2.1.4 Les intrants agricoles, d'élevage et halieutique	14
2.2 Les performances du secteur agricole.....	14
2.2.1 Les productions vivrières et industrielles	14
2.2.1.1 Les productions vivrières	14
2.2.1.2 Les productions industrielles	16
2.2.1.2.1 La filière café.....	16
2.2.1.2.2 La filière Thé	18
2.2.1.2.3 La filière coton	19
2.2.1.2.4 La filière palmier à huile.....	20
2.2.1.2.5 Conclusion sur les cultures industrielles	21
2.2.2 Les productions animales	21
2.2.3 Les productions halieutiques.....	22
2.2.4 Bilan alimentaire et nutritionnel	24
2.2.5 Les services d'appui à la production	25
2.2.5.1 Recherche	25

2.2.5.1.1	La recherche agronomique	25
2.2.5.1.2	La recherche en technologie alimentaire	26
2.2.5.1.3	La recherche zoo-sanitaire	26
2.2.5.2	L'encadrement agricole.....	26
2.2.5.3	Production et diffusion des intrants.....	26
2.2.6	Valorisation agricole	27
2.2.7	Les statistiques et informations agricoles.....	28
2.2.8	Le suivi-évaluation	28
2.2.9	Communication	28
2.2.10	Le financement du secteur agricole	28
2.2.11	Performance budgétaire du Ministère.....	30
2.2.12	Le secteur privé	30
2.2.13	Situation institutionnelle du MINEAGRIE	30
2.2.14	Synthèse des problèmes à résoudre	31
2.2.14.1	Contraintes agronomiques.....	31
2.2.14.2	Changement climatique	31
2.2.14.3	Contraintes technologiques	31
2.2.14.4	Contraintes institutionnelles	31
2.2.14.5	Contraintes socio-économiques	31
2.2.15	Atouts du secteur agricole	32
3.	Vers un développement du secteur agricole	32
3.1	Vision, mission, objectif global et axes stratégiques.....	32
3.1.1	Vision, mission et objectif global.....	32
3.1.2	Axes stratégiques	33
3.1.2.1	Axe 1 : Croissance durable de la production agricole, animale et halieutique 33	
3.1.2.2	Axe 2 : Valorisation des produits agricoles, pastoraux et halieutiques.....	35
3.1.2.3	Axe 3 : Renforcement des capacités des structures institutionnelles et organisationnelles	36
3.1.3	Mesures d'accompagnement	37
3.1.3.1	Conditions préalables.....	37
3.1.3.2	Risques	37

4. Annexes	38
4.1 Annexe 1 : Matrice des axes stratégiques, sous-axes stratégiques et actions prioritaires de la SAN 2018 - 2030	39
4.2 Annexe 2 : Cadre logique de la SAN	42
4.4 Annexe 4 : Production totale des cultures vivrières pour les trois saisons culturales A, B et C de l'année agricole 2016-2017	75
4.5 Annexe 5: Production totale des cultures vivrières par groupe de cultures, saison agricole 2016- 2017 en TEC	75

Liste des tableaux

Tableau 1: Evolution de la production agricole de 2012 à 2017	15
Tableau 2: Evolution de la production du café vert de 2005 à 2017 (Tonnes).....	16
Tableau 3: Evolution de la production de la feuille verte de 2005 à 2017	18
Tableau 4: Evolution de la superficie cotonnière et de la production cotonnière de 2005 à 2017	19
Tableau 5: Evolution de la production de régime et de l'huile de Palme de 2003-2017.....	20
Tableau 6: Répartition du cheptel par province selon l'espèce en 2017	22
Tableau 7: Productions animales de 2012 et 2017.....	22
Tableau 8: Evolution et valorisation de la production du Lac Tanganyika par type de pêche de 2004 à 2017	23
Tableau 9: Evolution du nombre de pêcheurs au lac Tanganyika de 1992 à 2015.....	24
Tableau 10: Bilan alimentaire.....	25
Tableau 11: Part du budget consacré à l'agriculture de 2010 à 2017 (en milliards de Fbu)	29
Tableau 12: Consommation du budget alloué au MINEAGRIE de 2005 à 2015	30

Liste des figures

Figure 1: Evolution de la production agricole de 2012 à 2017	15
Figure 2: Evolution de la production du café vert de 2005 à 2017 (Tonnes).....	16
Figure 3: Evolution de la production de la feuille verte de 2005 à 2017	18
Figure 4: Evolution de la superficie cotonnière et de la production cotonnière de 2005 à 2017	19
Figure 5: Evolution des productions de régimes et d'huile de palme	21

Sigles et abréviations

ARFIC	Autorité de Régulation de la Filière Café
BM	Banque Mondiale
BPEAE	Bureau Provincial de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage
BRB	Banque de la République du Burundi
CEA	Communauté Est-Africaine
CEEAC	Communauté Economique des Etas de l'Afrique Centrale
CEPGL	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CIRGL	Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs
CNIA	Centre National d'Insémination Artificielle
CNTA	Centre National de Technologie Alimentaire
COGERCO	Compagnie de Gérance du Coton
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa
CSLPII	Cadre Stratégique Contre la Pauvreté 2 ^{ème} génération
DEP	Direction d'Etudes et Programmation
DOS élevage	Document d'Orientation Stratégique de l'Elevage
DPFH	Direction de la Promotion des Filières Halieutiques
EAC	East African Community
EDS	Enquête Démographique et de Santé
ENAB	Enquête Nationale Agricole du Burundi
FAO	Food and Agriculture Organization
GIFS	Gestion Intégrée de la Fertilité des Sols
GRE	Gestion Rationnelle des Exploitations
Ha	Hectare
IBN	Initiative du Bassin du Nil
IEC	Information Education Communication
IFPRI	International Food Policy Research Institute
IMF	Institut de Micro Finance
IOV	Indicateurs objectivement vérifiables
IRAZ	Institut de Recherche Agronomique et Zootechnique
IRRI	International Rice Research Institute
ISABU	Institut des sciences agronomiques du Burundi
ISTEEBU	Institut de statistiques et d'études économiques du Burundi
Kg	Kilogramme
MINEAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
OBR	Office Burundais des Recettes
OCIBU	Office des Cafés du Burundi
ODD	Objectifs de Développement Durable
OHP	Office de l'Huile de Palme du Burundi
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OP	Organisation de Producteurs
OTB	Office du Thé du Burundi

P	Programme
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDDAA	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PNSEB	Programme National de Subvention des Engrais du Burundi
PV	Procès-verbal
RDC	République Démocratique du Congo
SADC	Organisation pour la Coopération et le Développement de l'Afrique Australe
SAN	Stratégie Agricole Nationale
SDL	Stations de Dépulpage et de Lavage
SDV	Sources de Vérification
SOGESTAL	Société de Gestion des Stations de Lavage
SP	sous-programmes
t/ha	tonne par hectare
TEC	Tonnes Equivalent Céréales
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
UBT	Unité Bétail Tropicale
USD	United States Dollar
ZLE	Zone de Libre Echange

Résumé exécutif

Avec une population de 10.262.865 d'habitants¹ sur une superficie de 27.834 km² dont 2.700 de lacs et 23.500 de terres potentiellement agricoles, le Burundi est classé au 2^{ème} rang des pays les plus densément peuplés du continent africain.

La pauvreté est élevée avec un PIB avoisinant 320,09 USD par habitant et 67% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté en 2014. La prévalence de la malnutrition aigüe est passée de 5,8% à 5,4% de 2010 à 2014 et à 5,1% en 2017 tandis qu'elle a baissé de 58 à 56% pour la malnutrition chronique (EDS II et III).

Le secteur agricole burundais est le principal pourvoyeur d'emplois (84% de la population) et fournit 95% de l'offre alimentaire. L'agriculture contribue pour 40,7% au PIB (BRB, 2016).

Il fait face à une série de contraintes d'ordre agronomique, technologique, climatique, socio-économique et institutionnelle. Il dispose également des atouts non négligeables.

La SAN 2017-2030 se veut d'opérationnaliser le Plan National de Développement, la Vision 2025 et le Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté II, s'aligne sur les politiques régionales (COMESA, CEEAC, EAC, CEPGL) et tient compte de la Déclaration de Malabo de juin 2014 et des Objectifs de Développement Durables (ODD).

La vision de la SAN est la suivante: *« D'ici 2030, une agriculture respectueuse de l'environnement, garantissant une sécurité alimentaire et nutritionnelle à toute la population du Burundi et assurant un revenu décent aux acteurs sectoriels »*

Mission de la SAN: Atteindre le seuil de "faim zéro" et réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2030.

Objectif global: Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable pour tous, l'augmentation des revenus des ménages et des devises pour l'Etat, la fourniture de la matière première pour le secteur industriel et la création d'emplois dans le secteur de la transformation et des services connexes à l'agriculture.

Les axes stratégiques de la SAN, qui correspondent à ses objectifs spécifiques, sont au nombre de trois : 1) Accroissement durable de la production agricole, animale et halieutique; 2) Valorisation des produits agricoles, pastoraux et halieutiques et 3) Renforcement des capacités des structures institutionnelles et organisationnelles.

Les sous-axes stratégiques correspondant aux trois axes stratégiques sont les suivants :

Axe stratégique 1 : Accroissement durable de la production agricole, animale et halieutique: (i) Exploitation rationnelle et optimale des ressources naturelles en particulier la terre et les ressources en eaux (ii) Redynamisation de l'encadrement agro-sylvo-pastorale (iii) Accroissement de la production animale et halieutique (iv) Développement de la recherche et de l'innovation, (v) Amélioration du système d'approvisionnement en intrants et amendements

¹ Estimation de la population de 2016 (Projections ISTEEBU 2008-2025)

agricoles,(vi) Maîtrise des maladies et ravageurs, (vii) Professionnalisation des producteurs et développement des initiatives privées, (viii) Création d'une institution financière agricole publique pour le financement agricole, (xv)développement de la résilience au changement climatique et (x) lutte contre la malnutrition.

Axe stratégique 2 : Valorisation de la production et facilitation de l'accès au marché : (i) Transformation et conservation des produits vivriers, pastoraux et halieutiques , (ii) Désenclavement des zones de production/facilitation de l'accès au marché et (iii) Assurance qualité des produits agricoles, animaux et halieutiques.

Axe stratégique 3 : Renforcement institutionnel : (i) Renforcement des capacités des structures institutionnelles du MINEAGRIE, (ii) Renforcement de la coordination du secteur et (iii) Financement du secteur.

0. Introduction

La présente Stratégie Agricole Nationale (SAN) 2018-2030 s'inscrit dans la logique d'augmenter la productivité et la production agricole, d'améliorer la résilience aux chocs climatiques et de valoriser les productions agricoles, animales, halieutiques et sylvicoles.

Elle tient compte du Plan National de Développement et des Objectifs de Développement Durables (ODD), s'aligne sur le nouveau cadre des résultats du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) issu de la Déclaration de Malabo de Juin 2014, des politiques agricoles régionales et sous-régionales (COMESA, CEEAC, EAC, CEPGL) et continue d'opérationnaliser la Vision 2025 et le CSLPII. Elle intègre les recommandations des Etats généraux de l'Agriculture et de l'Elevage tenus en juin 2014, celles du Forum National Paysan d'octobre 2014 et s'inspire des résultats des consultations nationales d'Octobre – Novembre 2015 réalisées dans le but de tenir compte des réalités nationales du secteur agricole et rural.

1. Contexte

1.1 Contexte international (multilatéral et bilatéral)

Le rapport d'évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) montre des progrès palpables au niveau mondial comme le montrent les indicateurs ci-dessous².

- ✓ Au plan mondial, le nombre de personnes vivant dans une extrême pauvreté a diminué de plus de moitié, passant de 1,9 milliard en 1990 à 836 millions en 2015. Les progrès ont essentiellement eu lieu depuis 2000
- ✓ L'extrême pauvreté a diminué de façon significative au cours des deux dernières décennies. En 1990, près de la moitié de la population des pays en développement vivait avec moins de 1,25 dollars par jour; cette proportion est tombée à 14 % en 2015,
- ✓ Le nombre de personnes dans la classe moyenne active, vivant avec plus de 4 dollars par jour, a presque triplé entre 1991 et 2015. Ce groupe représente maintenant la moitié de la population active dans les régions en développement par rapport à seulement 18 % en 1991
- ✓ La proportion de personnes sous-alimentées dans les régions en développement a baissé de près de moitié depuis 1990, passant de 23,3 % en 1990-1992 à 12,9 % en 2014-2016
- ✓ Les pays développés ont accru leur aide publique au développement de 66 % en termes réels entre 2000 et 2014, atteignant 135,2 milliards de dollars ;
- ✓ En 2014, le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède ont continué à dépasser la cible des Nations Unies pour l'aide publique au développement de 0,7 % du revenu national brut ;
- ✓ En 2014; 79 % des importations des pays développés en provenance des pays en développement étaient admises en franchise de droits, contre 65 % en 2000.

² Objectifs du Millénaire pour le Développement ; rapport 2015 (pages 4 et 7)

- ✓ La proportion du service de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportation des pays en développement a chuté de 12 % en 2000 à 3 % en 2013 ;
- ✓ Depuis 2015; 95 % de la population mondiale est couverte par un signal de téléphonie mobile cellulaire.
- ✓ Le nombre d'abonnements à des téléphones portables a été quasiment multiplié par dix au cours des 15 dernières années, passant de 738 millions en 2000 à plus de 7 milliards en 2015.
- ✓ La pénétration d'Internet a augmenté, passant d'un peu plus de 6 % de la population mondiale en 2000 à 43 % en 2015. En conséquence; 3,2 milliards de personnes sont reliées à un réseau mondial de contenus et d'applications.

1.2 Contexte continental africain

- ✓ L'agenda 2063 de l'Union Africaine vise la transformation socio-économique du continent africain au cours des 50 prochaines années. Le but est de réaliser cet objectif en développant et en accélérant les initiatives continentales existantes pour la croissance et le développement durable.
- ✓ Au cours du sommet de Malabo en juin 2014, les Chefs d'Etats et de Gouvernements ont défini les « Objectifs de croissance et de transformation agricole accélérée à l'horizon 2025 » de l'Afrique.

1.3 Contexte régional

Le Burundi est membre des organisations régionales ci-après :

(i) *l'Initiative du Bassin du Nil (IBN)* ; ii) la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) ; iii) la *Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC)* ; iv) le *Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA)* et; v) la *Zone de Libre-échange (ZLE)* tripartite entre le COMESA, *l'Organisation pour la Coopération et le Développement de l'Afrique Australe (SADC)* et la *Communauté Est-africaine (CEA)*.

1.4 Contexte sous-régional

Le Burundi occupe une position géostratégique sous-régionale privilégiée dont il constitue un pôle d'attraction important. Il est ainsi membre de : i) la *Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL)* et (ii) la *Communauté Est Africaine (CEA)*.

Chaque communauté sous-régionale a développé sa politique économique en général et agricole en particulier. La 2018-2027 tient compte de la politique agricole de chaque ensemble sous-régional.

1.5 Contexte national

1.5.1 Situation géographique

Le Burundi couvre une superficie de 27.834 km² dont 2.700 km² de lacs et rivières, 23.500 km² de terres potentiellement agricoles. Il est enclavé à 1.200 km de l’Océan Indien et à 2.000 km de l’Océan Atlantique entre la RDC à l’Ouest, le Rwanda au Nord et la Tanzanie à l’Est et au Sud. Ses frontières sont longues de 825 km et sa population, estimée à 11 millions d’habitants à fin 2017 et compte 1 740 546 de ménages agricoles (ENAB 2016-2017). Sa croissance démographique annuelle est estimée à 3,26% (BM 2016) et la densité démographique moyenne est estimée à 423,06 hab. /km² (BM 2017) avec des pics dépassant 700 hab/km² dans certaines localités. Le pays est classé au 2^{ème} rang des pays les plus densément peuplés du continent africain

1.5.2 Situation économique

Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant avoisinait les 320,09 USD en 2017(BRB). La balance des paiements est déficitaire car le pays importe plus qu’il n’exporte (-0,608 milliard USD en 2014, -0,586 milliard USD en 2015, -0,587 milliard USD en 2016. Près de 75% de la population vit en deçà du seuil de pauvreté (moins d’un \$ US/jour et par habitant).

Pour ce qui est de l’atteinte des OMD, avec une croissance de 4,5% en 2013, le PIB par habitant (320,09 USD) restait encore inférieur à celui de 1990 (497 dollars) et loin du taux de 7% requis pour réduire de moitié, à l’horizon 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour. Pour la réduction du taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, l’évolution vers la cible semble réalisable selon la tendance actuelle. Cependant, l’atteinte de l’objectif représente un défi majeur que le Burundi pourra difficilement lever sans mettre en œuvre des mesures hardies de réduction de la mortalité infanto-juvénile.

Avec un indice global de la faim de 38,8 (IFPRI 2013), Soixante-quinze pour cent (75%) de la population burundaise est en insécurité alimentaire dont au moins 7,9% en insécurité chronique aigüe. En 2014, le taux de prévalence de la malnutrition aigüe est passé de 5,8% à 5,4% mais aucune des 18 provinces burundaises³ n'a atteint le seuil d'urgence de 10% déterminé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

1.5.3 Aperçu sectoriel

L’économie du Burundi repose sur une agriculture de subsistance qui occupe 84% de la population correspondant à 1 740 546 ménages⁴ et fournit 95% de l’offre alimentaire. Le

³ Avant la création de la nouvelle province de Rumonge en 2015 à partir des provinces Bururi et Bujumbura.

⁴ Rapport ENAB 2016-2017

secteur agricole contribue pour 39,6% au PIB (PND, 2018) et fournit 95% de l'offre alimentaire et constitue le principal pourvoyeur de matière première à l'agro-industrie. La taille moyenne d'une exploitation agricole est estimée à 0,27ha par ménage. La taille moyenne d'un ménage agricole est estimée 5,2(ENAB 2016-2017). Malgré les atouts importants du secteur, des défis et contraintes entravent l'augmentation de la production.

2. Etat des lieux du secteur agricole

Le secteur agricole burundais connaît des défis et des atouts non négligeables.

Au niveau des défis, nous recensons (i) une densité élevée de la population occasionnant une forte pression sur les ressources naturelles, (ii) l'inaccessibilité des intrants agricoles et d'élevage due au faible pouvoir d'achat des producteurs, (iii) une faible capacité technique et technologique des acteurs du secteur ; (iv) une forte pression parasitaire sur les cultures et les animaux d'élevage, (v) le financement du monde rural, (vi) une insuffisance d'infrastructures de stockage, de transformation et de commercialisation des intrants et des produits agricoles et animaux, (vii) une faible organisation des acteurs et (viii) le changement climatique.

S'agissant des atouts, nous répertorions (i) un climat permettant une gamme variée de cultures, (ii) un réseau hydrographique dense, (iii) une population laborieuse, (iv) existence des marais et plaines fertiles, (v) existence des services d'appui à la production, (vi) existence de marché national et régional.

2.1 Les facteurs de production

2.1.1 Le capital foncier

L'essentiel des sols agricoles burundais sont situés sur des versants à pente raide et sont sujets d'une érosion élevée. Les pertes de terre par l'érosion sont évaluées à 4t/ha/an à l'Est, 18 t/ha/an au Centre-Ouest du pays et à plus de 100 t/ha/an sur le Mimirwa. Les risques d'érosion sont également élevés sur les sols argileux et lourds des collines basaltiques du Sud-Est (Buragane, Moso sud).

Les sols du Burundi sont d'une fertilité relativement faible avec plus de 36% de sol acide présentant une toxicité aluminique.

La taille moyenne des exploitations agricoles est passée de 1,04 ha par ménage en 1973, à 0,7 ha en 1989 et à moins 0,82 are en 2016(ENAB 2015-2016).

De nombreux conflits fonciers sont enregistrés dans les cours et tribunaux du pays. Pour diminuer le nombre de ces différends, des guichets fonciers sont en train de se mettre en place dans certaines provinces pour l'enregistrement des propriétés rurales.

En effet, l'introduction dans le code foncier de 2011 du Service Foncier Communal chargé d'enregistrer les terres rurales et délivrer le certificat constitue une innovation importante.

2.1.2 Capital humain

Dans le secteur agricole, nous distinguons 3 catégories d'acteurs.

➤ Producteurs

Ce sont les 1 740 546 ménages travaillant individuellement ou en associations peu structurées, faiblement équipées et sans projet d'avenir. Ils ont un faible niveau de formation et accèdent difficilement aux innovations technologiques. Cependant, ils sont animés d'un grand dynamisme et d'une remarquable assiduité au travail. Leur capacité à se sortir de la pauvreté est très limitée.

Outre la production provenant des ménages, il existe des plantations industrielles dans les filières thé et canne à sucre.

➤ Acteurs de la valorisation

Ce sont les transporteurs, transformateurs et commerçants. Chacun de ces maillons pouvant être segmenté à son tour.

Le transport des produits agricoles se fait essentiellement sur tête d'homme, à vélo et très peu dans des véhicules motorisés appropriés. Les transporteurs des produits agricoles sont peu organisés et très peu structurés.

La transformation des produits agricoles est encore au stade embryonnaire. Quelques initiatives commencent à voir le jour avec des interventions de certains bailleurs de fonds notamment dans les filières lait, riz, maïs, palmier à huile, banane et fruits. Les transformateurs sont peu organisés, sous équipés avec un faible accès aux innovations technologiques.

La commercialisation des produits agricoles connaît beaucoup d'intermédiaires ; limitant la marge bénéficiaire des producteurs et grevant le prix de vente aux consommateurs. Ceci réduit le flux commercial des denrées alimentaires aggravé par l'insuffisance et le mauvais état des infrastructures de commercialisation (pistes de desserte, hangar de stockage, chambres froides, etc.). Les commerçants ne sont pas organisés.

➤ Acteurs d'appui à la production

Il s'agit du personnel du MINEAGRIE et autres partenaires œuvrant dans l'accompagnement des producteurs, la disponibilisation des intrants, la recherche variétale et technologique, et la mobilisation des financements agricoles.

2.1.3 Capital financier

Le capital financier est essentiel pour acquérir des biens et intrants agricoles nécessaires pour propulser la production. Les agriculteurs peuvent acquérir du capital financier auprès des banques, institutions financières et/ou Institutions de Micro-Finance (IMF) classiques. Cependant, les taux d'intérêt pratiqués sont prohibitifs ; ils oscillent entre 22% et 40%. Il n'y a pas d'institution financière spécialisée dans le crédit agricole. Bien que le secteur soit sujet de beaucoup d'aléas, il n'existe pas d'assurance agricole.

2.1.4 Les intrants agricoles, d'élevage et halieutique

Parmi les intrants couramment utilisés, il y a lieu de citer les semences végétales, les fertilisants et amendements, les produits phytosanitaires et vétérinaires, les semences animales, les aliments du bétail et de poisson, les alevins etc.

En matière d'utilisation d'engrais minéraux, le Burundi se trouve largement en deçà des normes recommandées. En effet, de 2002 à 2017, la quantité d'engrais est passée de 1,3 à 12 kg/ha alors que la conférence d'Abuja préconisait d'atteindre 50 kg/ha en 2015. En outre, malgré le PNSEB, seulement 40,7% des ménages agricoles utilisent des engrais chimiques.

L'utilisation des semences sélectionnées est très marginale. Au cours de la campagne 2014-2015, seuls 5,2 % des ménages agricoles ont utilisé les semences améliorées.

Les intrants d'élevage manquent au Burundi. Les produits vétérinaires sont tous importés et leur qualité laisse à désirer, on remarque une faible capacité de production d'aliments concentrés et d'aliments de supplément. Faible capacité de produire localement des animaux de bonne qualité génétique à diffuser. Toutefois, le CNIA a commencé la production locale des semences bovines pour insémination artificielle.

En matière halieutique, cinq stations piscicoles ont été aménagées mais la production des alevins en quantité et en qualité laisse à désirer. La production des aliments pour poissons souffre d'un manque d'ingrédients nécessaires pour atteindre la quantité et la qualité voulues. La pêche dans le lac Tanganyika et les lacs du Nord est handicapée par une surpêche, l'utilisation des engins de pêche prohibés et un manque de connaissances pour la gestion durable de la ressource.

2.2 Les performances du secteur agricole

2.2.1 Les productions vivrières et industrielles

2.2.1.1 Les productions vivrières

Les superficies occupées par les cultures vivrières a connu une augmentation depuis 2015. Elles sont passées de 1 210 640 ha en 2011-2012 à 1 436 158 ha en 2016-2017 ; soit une

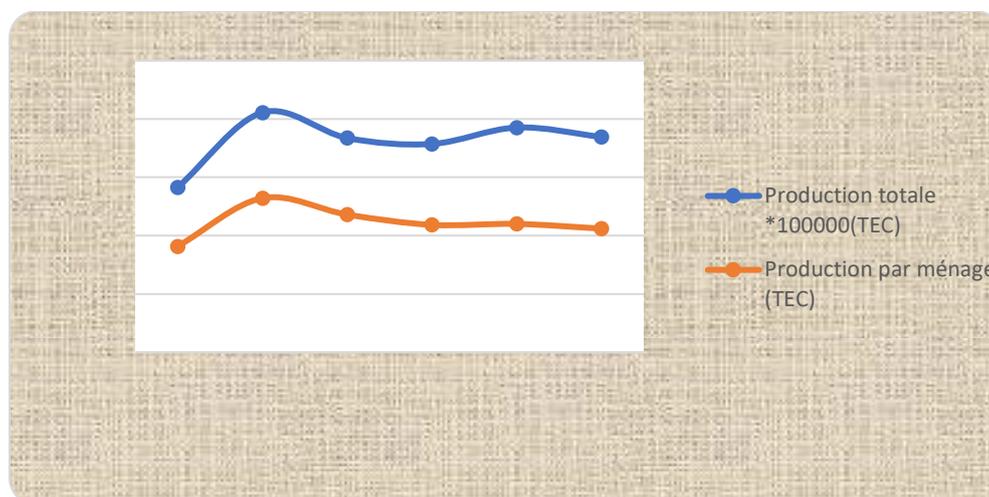
augmentation de 19% en 5 ans. Au niveau du ménage, la superficie moyenne cultivée est passé de 0,27 ha en 2011-2012 à 0,59ha en 2016-2017. Les cultures vivrières comprennent, par ordre d'importance en volume produit, les bananes et plantains, les tubercules et racines (patate douce, manioc, colocase, pomme de terre), les légumineuses (haricot, petit pois), les céréales (maïs, riz, blé, sorgho, orge), les légumes, les fruits et les oléagineux (arachide, soja, tournesol).

Tableau 1: Evolution de la production agricole de 2012 à 2017

Année agricole	Production totale (TEC)	Production par ménage (TEC)
2011-2012	1.413.143	0,908
2012-2013	2.055.441	1,321
2013-2014	1.836.682	1,18
2014-2015	1.785.883	1,092
2015-2016	1 926 700	1,1
2016-2017	1 846 368	1,06

Source : Rapports ENAB, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017

Figure 1: Evolution de la production agricole de 2012 à 2017



Les rendements actuels sont largement inférieurs aux rendements potentiels suite à un usage insuffisant d'intrants performants, faible exploitation des potentialités agricoles et une faible capacité des services d'appui à la production. Voir en annexe le tableau des rendements actuels et potentiels.

Les contraintes entravant le développement des cultures vivrières sont i) faiblesse des services d'appui à la production agricole (recherche et encadrement); ii) manque de semences

sélectionnées et faible utilisation d'autres intrants performants ; iii) forte pression parasitaire sur les cultures; iv) changement climatique; v) les problèmes fonciers consécutifs à l'exiguïté des terres aménagées en rapport avec l'augmentation de la population ; et vi) manque de techniques et technologies innovantes (mécanisation, conservation/transformation).

2.2.1.2 Les productions industrielles

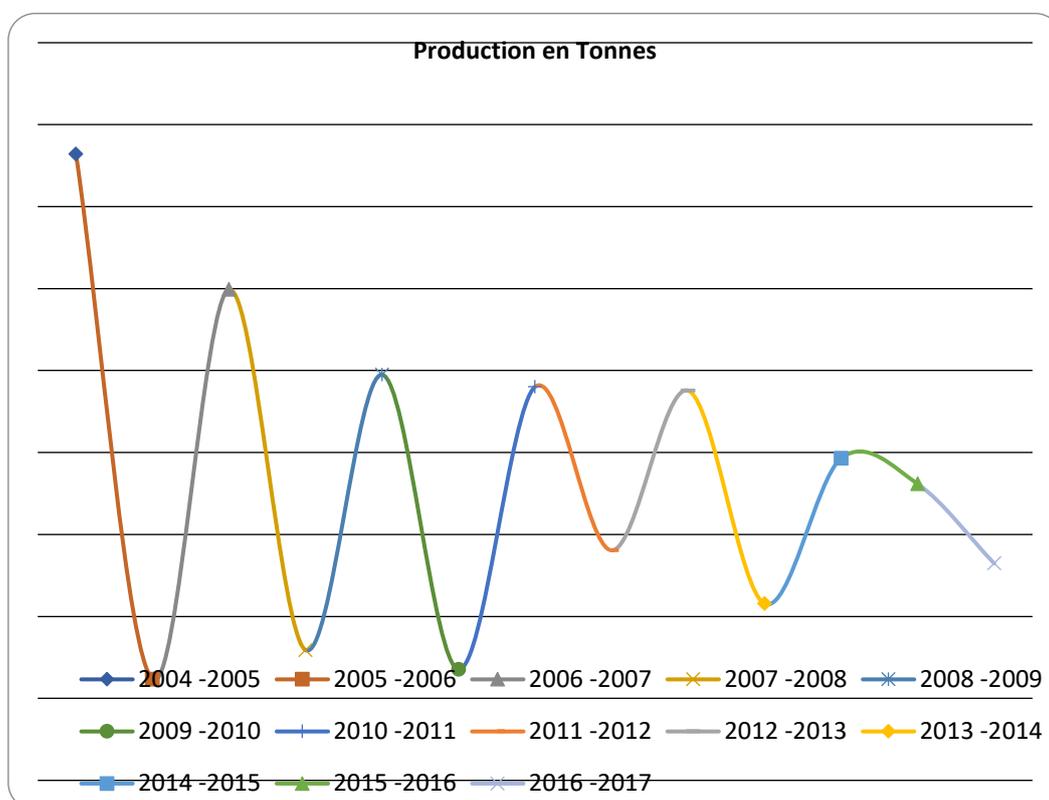
2.2.1.2.1 La filière café

Tableau 2: Evolution de la production du café vert de 2005 à 2017 (Tonnes)

Cam pagn e	2004 -2005	2005 -2006	2006 -2007	2007 -2008	2008 -2009	2009 -2010	2010 -2011	2011 -2012	2012 -2013	2013 -2014	2014 -2015	2015 -2016	2016 -2017
Produ ction en Ton nes	3820 2	6166	2994	7947	2474 9	6774	2401 4	1403 0	2377 4	1077 6	1964 9	1807 8	1323 0

Source: Rapports OCIBU et ARFIC

Figure 2: Evolution de la production du café vert de 2005 à 2017 (Tonnes)



La production du café est essentiellement une activité de petits exploitants sur une zone de production d'environ 70 000 hectares. Malgré son faible niveau et sa tendance baissière de production, la filière joue toujours un rôle vital dans l'économie du pays. Elle constitue la principale source de revenus monétaires pour plus de 600 000 ménages, représente le principal produit d'exportation, générant jusqu'à 80% des recettes en devises du pays et la création d'emploi rural.

Les perturbations climatiques, la recrudescence des maladies (anthracnose des baies du caféier), la vieillesse des caféiers, la faiblesse des prix au producteur, et le mauvais entretien des caféiers (conséquence de la faiblesse des prix au producteur), ont entraîné une chute drastique et une variation erratique de la production de café vert. En plus, la filière fait face à des contraintes liées à la rémunération du producteur, l'encadrement et la recherche, l'accès aux intrants, la transformation du café et sa commercialisation.

Le dépulpage du café au Burundi se fait par voie humide selon la procédure soit du washed soit du fully washed. En plus des 198 Stations de dépulpage et de lavage (SDL) installés dans les SOGESTAL's, d'autres unités privées ont vu le jour. Le départage se fait dans neuf usines. Ces usines sont toutes privées. Les groupes multinationaux détiennent une capacité d'usinage importante.

A partir de 2006, la commercialisation du café a été libéralisée. Elle est effectuée par des sociétés privées nationales, des coopératives de producteurs et des multinationales. La qualité du café burundais, très appréciée sur le marché international, n'a pas été souvent mise en avant pour participer à l'amélioration du prix offert au producteur.

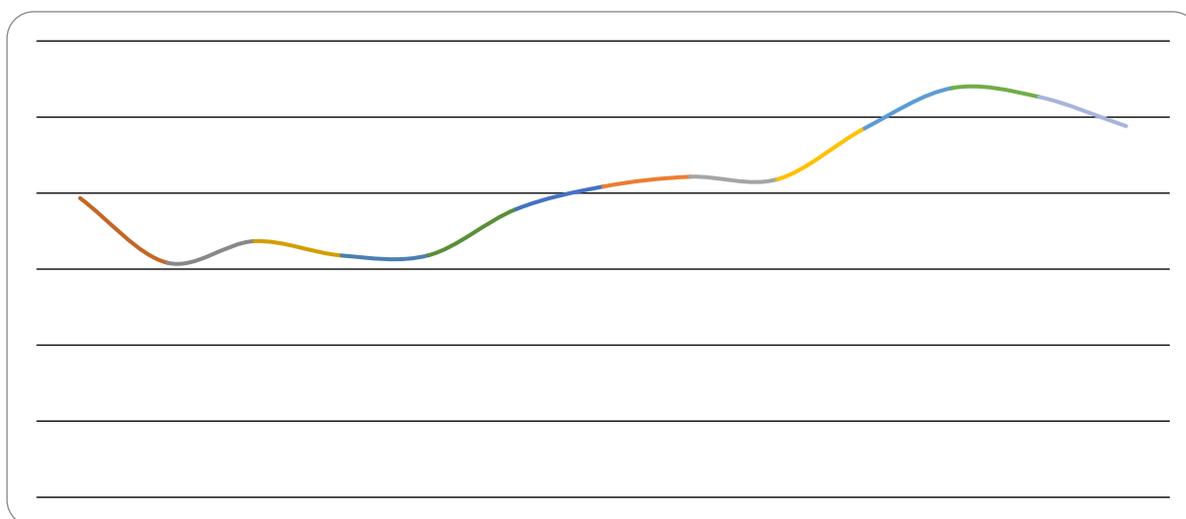
2.2.1.2.2 La filière Thé

Tableau 3: Evolution de la production de la feuille verte de 2005 à 2017

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Production feuille verte (T)	39335	30836	33676	31787	31828	37875	40853	42147	41816	48514	53806	52653	48803

Source: Rapports OTB

Figure 3: Evolution de la production de la feuille verte de 2005 à 2017



Après le café, le thé est le deuxième pourvoyeur de devises et d'emplois ruraux. Il est actuellement cultivé sur une superficie de 11796 ha répartie à 75% en plantations villageoises et 25% en blocs industriels. Les recettes d'exploitation en 2017 étaient de 51.306.689.000Fbu

La production du thé est allée en croissant au rythme de l'extension des surfaces cultivées à raison de 350ha /an depuis 2011. Actuellement les infrastructures de production rénovées permettent de produire du thé de bonne qualité, qui avait été longtemps hypothéqué par l'étroitesse de l'outil de production, la faiblesse de la capacité de traitement et le manque d'intrants agricoles. Le prix au producteur a subi une évolution encourageante allant de 110 Fbu/kg en 2008 à 250 Fbu/kg actuellement. En mars 2014, deux usines (à Ijenda et Rwegura) ont été certifiées comme respectant les normes environnementales et d'hygiène sur toute la chaîne de production.

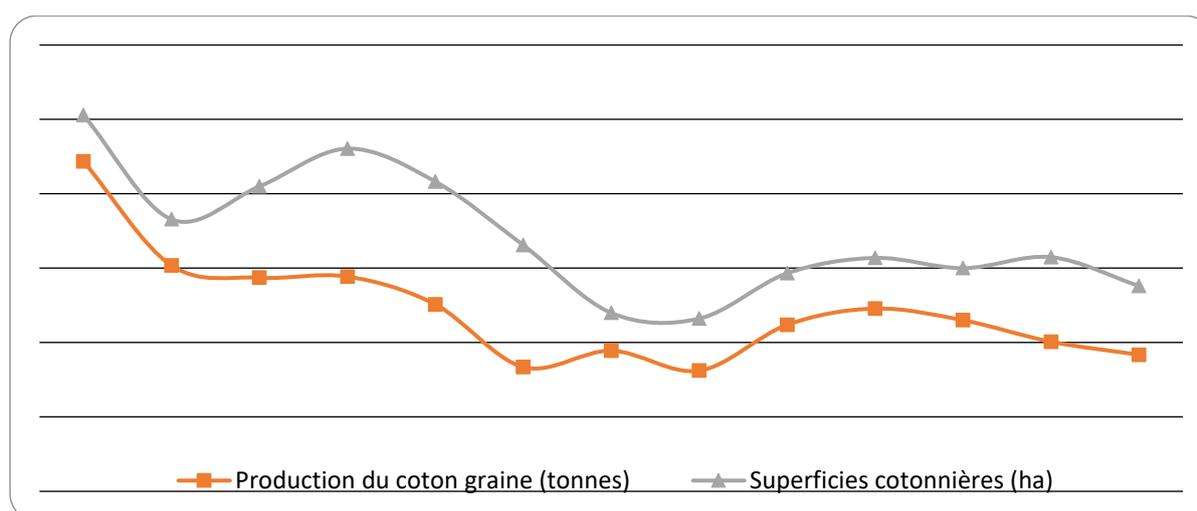
2.2.1.2.3 La filière coton

Tableau 4: Evolution de la superficie cotonnière et de la production cotonnière de 2005 à 2017

Année	Superficies cotonnières (ha)	Production du coton graine (tonnes)
2005	5058	4436
2006	3656	3037
2007	4099	2872
2008	4607	2887
2009	4164	2513
2010	3309	1671
2011	2399	1890
2012	2322	1622
2013	2931	2 238
2014	3138	2457
2015	3.000	2.300
2016	3.148	2.011
2017	2.762	1.836

Source: Rapports COGERCO

Figure 4: Evolution de la superficie cotonnière et de la production cotonnière de 2005 à 2017



La superficie cotonnière a connu une chute vertigineuse entre 1993 et 2012 suite à plusieurs facteurs dont les principaux sont la gestion foncière, la gouvernance, le prix au producteur. La production a suivi pratiquement la même tendance. En plus des facteurs ci-haut cités, le changement climatique, la faiblesse de la recherche-développement et de l'encadrement ainsi

que l'inadéquation de la conduite culturale (mécanisation et intrants) ont contribué à cette chute de la production.

Il faut noter que le coton burundais est bien apprécié par les négociants et les filateurs qui que peu nombreux le connaissent.

2.2.1.2.4 La filière palmier à huile

Introduit depuis les années 1930, le palmier a connu une évolution positive avec le remplacement de la variété Dura par la Tenera plus productive et l'installation d'une unité industrielle et trois semi-industrielles de transformation.

La palmeraie s'étend actuellement sur 16 000 ha répartis dans 10 provinces, Rumonge totalisant à elle seule 63% de la superficie totale.

La filière contribue au développement des entités communales et dans la création d'emplois. Toutefois, la filière enregistre une multitude d'unités artisanales (au-delà de mille) ayant un taux d'extraction très bas (14-16%), les conditions hygiéniques alarmantes et un impact négatif sur l'environnement.

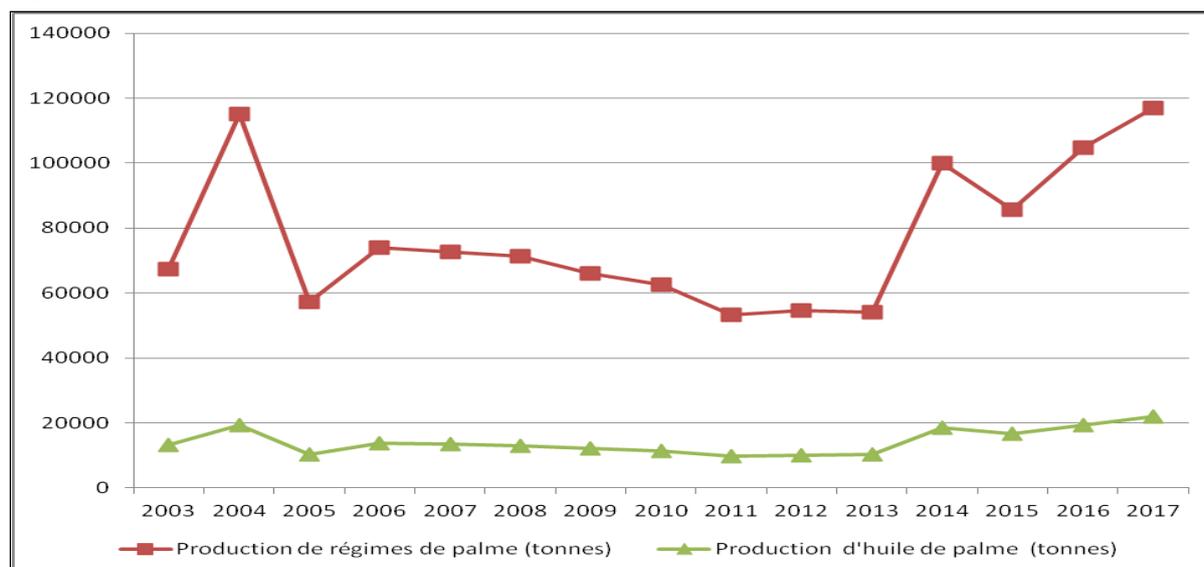
Le tableau et la figure ci-après présentent l'évolution de la production des régimes et d'huile de palme.

Tableau 5: Evolution de la production de régime et de l'huile de Palme de 2003-2017

Année	Production de régimes de palme (tonnes)	Production d'huile de palme (tonnes)
2003	67229,57	13187
2004	115108,42	19305,2
2005	57333,04	10311,48
2006	73949,28	13771
2007	72629,28	13374,3
2008	71309,74	12977,61
2009	65944,49	12217,07
2010	62482,19	11417,91
2011	53253,88	9689,04
2012	54699,25	9923,46
2013	54 156,37	10 317,74
2014	100.066,28	18.468,42
2015	85.660,49	16.571,24
2016	104.703,16	19.216,19
2017	117.056,37	21.847,49

Source: Rapports OHP

Figure 5: Evolution des productions de régimes et d'huile de palme



La filière rencontre des difficultés dont: (i) le vieillissement des palmiers, (ii) le déficit hydrique ; (iii) l'abandon de l'apport d'engrais dans les palmeraies; (iv) le problème d'acquisition des graines germées; (v) les moyens financiers limités; (vi) les faibles taux d'extraction dans les unités artisanales ; (vii) la faible compétitivité sur le marché sous régional.

2.2.1.2.5 Conclusion sur les cultures industrielles

Excepté le thé et le palmier à huile, les cultures d'exportation connaissent une chute de production. Les causes sont de cinq catégories à savoir : (i) les contraintes institutionnelles et réglementaires ; (ii) les difficultés d'établissement d'une grille de rémunération équitable, (iii) le financement et la gestion des risques financiers, et (iv) les faibles capacités des services d'appui et (v) l'inorganisation des producteurs.

Malgré ces contraintes, les filières génèrent des rentrées financières au Gouvernement, aux entités de gestion, aux administrations communales et créent des emplois.

2.2.2 Les productions animales

L'élevage joue un rôle important dans le système d'exploitation agricole burundais par sa contribution à l'amélioration qualitative de la ration alimentaire et son apport à la restauration et au maintien de la fertilité des sols. Il constitue également l'épargne sur pied des familles rurales. Il participe à 14% au PIB national soit 29% du PIB agricole (DOS élevage, 2010).

Malgré un manque de pâturage consécutif à la pression démographique dans un domaine où le système extensif est le plus répandu, les effectifs des ruminants ont atteint le niveau d'avant la crise. L'élevage dans son ensemble enregistre une progression croissante grâce aux efforts

du Gouvernement et ses partenaires au développement. Le tableau ci-après montre les effectifs des animaux en 2017 par province selon l'espèce :

Tableau 6: Répartition du cheptel par province selon l'espèce en 2017

Source : Rapport ENAB 2016-2017

Les productions animales sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 7: Productions animales de 2012 et 2017

Désignation	Production annuelle					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Lait (t)	31798	137173	N/D	30 002	64 005	69 340
Viande (t)	19285	22135	N/D	288 426	14 976	47 071
Miel (t)	352	390	N/D	337	17 206	25 104
Œufs de poule (x 1.000)	25640	27536	N/D	33 648	37 100	110 606

Source : BPEAE's

Dans la mise en œuvre de ses politiques et stratégies de développement du secteur de l'élevage, le gouvernement tient compte des facteurs ci-après: i) disparition des pâturages suite à la pression démographique; ii) faible productivité des races locales; iii) forte pression parasitaire sur les animaux d'élevage, iv) faiblesses des services d'appui à la production animale, v) changement climatique, vi) manque de technique et technologies innovantes (alimentation bétail, transport, conservation et transformation des produits animaliers), vii) analphabétisme et individualisme des producteurs.

2.2.3 Les productions halieutiques

La pêche s'effectue principalement dans le lac Tanganyika et les lacs du Nord. Les productions sont reprises dans le tableau ci – après :

Tableau 8: Evolution et valorisation de la production du Lac Tanganyika par type de pêche de 2004 à 2017

Année	Pêche coutumière (kg)	Pêche artisanale Avancée (kg)	Pêche artisanale simple (kg)	Pêche industrielle (kg)	Total (T)	Total valeur Production Fbu	Prix moyen au Kg
2 004	605 057	7 072 190	5 611 695	225 789	13 289	12 744 391 333	943
2 005	696 698	3 982 288	4 721 667	204 224	9 401	9 057 399 011	943
2 006	1 036 423	8 087 258	4 766 598	0	13 880	11 653 944 081	839
2 007	929 785	6 691 006	3 697 330	0	11 317	22 794 695 694	2 014
2 008	1 422 873	3 743 856	12 479 149	0	17 685	28 674 551 750	1 625
2 009	326 235	3 126 782	10 505 480	0	14 871	24 008 614 840	1 720
2 010	8 225	3 924 069	12 792 413	0	17 491	30 940 707 950	1 850
2 011	9 818	2 161 047	9 198 363	0	12 068	30 696 915 600	2 700
2 012	12 154	2 789 274	10 785 313	0	14 441	39 401 548 900	2 900
2 013	12 822	2 602 884	9 855 599	0	13 232	41 155 306 500	3 300
2 014	13 594	6 115 384	10 006 055	0	16 012	34 690 320 950	2 150
2 015	2 079	4 926	13 273	0	20 278	65 074 458 000	3 627
2016	1560505	14358597	5886453	0	21805555	76155922000	3492
2017	1745850	12177622	5588845	0	19512317	85028655000	4358

Source : Rapports Direction de la Promotion des Filières Halieutiques

Tableau 9: Evolution du nombre de pêcheurs au lac Tanganyika de 1992 à 2015

Strates	Année					Accroissement
	1992	2001	2008	2011	2015	
Strate I(Bujumbura)	855	860	1226	1884	6304	737%
Strate II(Bururi)	639	1013	2404	3232	3411	534%
Strate III(Makamba)	107	1093	1265	3086	1942	181%
Nombre total de pêcheurs	2565	2966	4895	8202	11657	454%

Source : Rapports DPFH (Enquête 2015)

La pêche dans les lacs du Nord, les cours d'eau, autres mares et étangs naturels et artificiels représente 10% des productions totales. La pêche sur le lac Tanganyika fait vivre plus de 300.000 personnes.

Malgré l'augmentation des captures, la pêche sur le lac Tanganyika fait face à des contraintes dues à : (i) la disparition des zones de frayère à cause de la pression démographique et la mauvaise gestion du territoire, (ii) la surpêche, (iii) l'utilisation des engins prohibés.

Quant à la pisciculture, elle a connu une augmentation fulgurante ces derniers temps. Le pays compte 5 stations nationales d'alevinage, plus 153 ha d'étangs piscicoles sous eau et un début de 3 stations privées de production de poissons d'aquaculture. L'aquaculture se base principalement sur le Tilapia et le clarias et enregistre des performances de rendement louables.

Malgré ces atouts, quelques problèmes subsistent notamment : (i) le manque d'aliments pour poissons, (ii) la faiblesse des services d'appui, (iii) le manque d'unité de conservation et/ou de transformation, (iv) insuffisance de courant électrique.

2.2.4 Bilan alimentaire et nutritionnel

Le rapport d'enquête sur analyse globale de la sécurité alimentaire, la nutrition & la vulnérabilité au Burundi de 2014 montre que 31% de la population étaient en sécurité alimentaire, 37% se trouvaient dans la sécurité alimentaire limite, 25% étaient dans l'insécurité alimentaire modérée tandis que 7% étaient dans l'insécurité alimentaire sévère.

Le rapport d'enquête MINEAGRIE et PAM (décembre 2014) montre que la population burundaise a un score de consommation alimentaire pauvre pour 14%, limité pour 29% et acceptable pour 57 %.

L'apport calorique au Burundi est le plus faible de la région Est-Africaine avec un niveau estimé à 1.900 Kcal/jour/personne alors que les normes internationales préconisent un apport de 2100 à 2250 Kcal/jour/personne. Le Burundi se situe donc de 24% à 29% en dessous de la valeur cible (FAO, 2012).

La principale source de l'offre alimentaire des burundais est constituée des récoltes des cultures vivrières. Le tableau ci-dessous montre que la production agricole ne suffit pas entièrement.

Tableau 10: Bilan alimentaire

Année agricole	Population estimée	Production totale (TEC)	Nombre de jours couverts par la production agricole	Nombre de jours non couverts	Importation alimentaire (TEC)	Rapport import /production (%)
2011-2012	9 137 941	1 413 143	257	108	97 580	6,91
2012-2013	9 420 248	2 055 441	363	2	53 619	2,61
2013-2014	9 702 604	1 836 682	315	50	48 686	2,65
2014-2015	9 983 873	1 785 883	298	67	32 754	1,83
2015-2016	10 199 270	1 926 700	350	16	28.974	1,5
2016-2017	10 524 117	1 846 368	352	13	43.449	2,35
2017-2018	11 216 450	-	-	-	163.028	-

Source : Rapports ENAB, OBR et calcul des auteurs

Les déficits alimentaires sont couverts par des importations et/ou aides alimentaires.

2.2.5 Les services d'appui à la production

2.2.5.1 Recherche

2.2.5.1.1 La recherche agronomique

La recherche agronomique est essentiellement menée par l'ISABU, l'Institut de Recherche Agronomique et Zootechnique (IRAZ) et les facultés des sciences agronomiques des institutions universitaires.

L'ISABU réalise beaucoup d'études et de recherches et obtient des résultats concrets dans différents domaines agronomiques. Il dispose d'un plan directeur de la recherche avec une ambition de couvrir tout le pays et plusieurs domaines. La recherche s'effectue dans 6 stations et 13 centres d'innovations. Cependant, les moyens alloués à cet institut restent largement en deçà de ses besoins.

L'IRAZ a été créé en 1979 avec un mandat de recherche agronomique dans le cadre de la CEPGL. La persistance des conflits armés dans la sous-région a entraîné une réduction drastique de ses ressources financières et humaines. Il fonctionne actuellement sur des subsides du Burundi. Les efforts en cours de relance de la CEPGL permettraient la reprise de la contribution des deux autres partenaires (RD Congo, Rwanda) aux activités de l'IRAZ.

Les institutions universitaires contribuent au développement de la recherche à travers les travaux de fin d'études variés et les projets spécifiques de recherche. Les facultés d'agronomie font des recherches sur les plantes médicinales, les poissons, la protection des espèces végétales en voie d'extinction, le petit bétail, la sélection variétale de riz de marais et mettent au point des technologies de culture des champignons comestibles, etc. Cependant, les moyens humains

et financiers sont actuellement insuffisants. L'International Rice Research Institute (IRRI) dispose d'un bureau régional au Burundi et fait des recherches variétales sur le riz de régions chaudes et de marais d'altitude.

2.2.5.1.2 La recherche en technologie alimentaire

Le Centre National de Technologie Alimentaire (CNTA), créé en 1993 par le Gouvernement pour améliorer la sécurité alimentaire et sanitaire de la population et participer à l'accroissement des revenus des ménages et des OP. Ce centre a développé pas mal de procédés technologiques de transformation agro-alimentaire. Toutefois, les résultats de ses recherches restent peu connus du public. Il souffre de l'insuffisance de moyens humains et financiers.

2.2.5.1.3 La recherche zoo-sanitaire

Le laboratoire vétérinaire national est conçu pour mener des recherches en santé animale. Cette structure enregistre peu de résultats par manque de moyens humains, matériels et financiers. Au point de vue ressources humaines, il y a lieu de signaler le besoin de renouvellement de médecins vétérinaires dont la majorité approche l'âge de la retraite.

2.2.5.2 L'encadrement agricole

L'encadrement agricole est du ressort de la Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto-développement et la Vulgarisation Agricole via les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'agriculture et de l'élevage (BPEAE's).

L'encadrement agricole est confronté aux problèmes suivants : i) manque d'harmonisation des approches d'intervention sur terrain ; ii) faible consistance de la matière diffusée; iii) faible fonctionnalité de la liaison recherche-vulgarisation; iv) faible organisation des producteurs; v) manque de cadre de transmission des informations agricoles ; vi) maigres moyens de fonctionnement alloués à l'encadrement agricole, vii) faible participation des autres Directions techniques dans la conception et la diffusion des fiches techniques, viii) manque de Plan de formation en faveur du Personnel du MINEAGRIE en général et d'encadrement agricole en particulier.

2.2.5.3 Production et diffusion des intrants

Le Programme National de Subvention des Engrais au Burundi (PNSEB), introduit en 2013, s'est fixé les objectifs suivants : i) appuyer les petits producteurs pour augmenter la sécurité alimentaire en améliorant la productivité agricole et l'accroissement des revenus ruraux ; ii) faciliter l'accès aux engrais par la subvention; iii) promouvoir un partenariat public-privé efficace. A l'état actuel, le programme présente des résultats satisfaisants même si des améliorations restent à faire.

Le programme national semencier implique tous les acteurs concernés par l'amélioration de la production agricole. Dans ce système, la loi n°01/08 du 23 avril 2012 portant organisation du secteur semencier manque de textes d'application. Parallèlement, bien que les structures soient en place, la coordination de la filière semencière mérite de profondes améliorations. Ainsi, le circuit de production et de distribution des semences reste inefficace.

Pour les intrants d'élevage, le Gouvernement a mis en place un noyau de production locale de géniteurs bovins performants mais insuffisants et des stations d'alevinage pour le soutien à l'aquaculture. Cependant, le CNIA et le service chargé de l'aquaculture éprouvent des contraintes liées aux faibles capacités techniques, humaines et financières. La production et la distribution d'aliments concentrés constituent un autre handicap du sous-secteur.

La disponibilisation et la distribution des pesticides font face à des difficultés dues aux faibles moyens financiers, inorganisation des circuits de distribution et le manque d'infrastructures et capacités techniques de contrôle de qualité.

2.2.6 Valorisation agricole

La conservation des produits agricoles est handicapée par le manque de techniques et infrastructures appropriées. Les hangars de stockage communautaire sont construits par-ci par-là, mais leurs nombre, capacité et répartition spatiale restent insuffisants.

L'essentiel des produits agricoles et animaliers sont consommés et/ou vendus à l'état brut sans véritable transformation. Ce raccourcissement de la chaîne de valeur entraîne un manque à gagner sur le plan financier et de l'emploi ainsi que des pertes post-récoltes importantes. Cela est dû entre autres à l'insuffisance de l'énergie électrique, un manque d'innovations technologiques, un système de financement inadéquat, une faible implication du secteur privé, les ressources humaines faiblement qualifiées ainsi qu'un environnement juridique peu incitatif.

Néanmoins, quelques initiatives privées et publiques de transformation artisanale des vivres existent : décorticage du riz paddy, mouture des céréales et des cossettes de manioc, fabrication de jus, de nectars, de confiture et de vin, fabrication du fromage, du beurre et d'autres produits dérivés.

Le commerce des denrées alimentaires est souvent informel, très segmenté avec de multiples intermédiaires impliquant une succession de marges bénéficiaires, mais également de pertes de produits dont le producteur et le consommateur final paient nécessairement les frais. L'accès aux marchés rémunérateurs est réservé aux commerçants du fait qu'ils peuvent différer l'écoulement de leurs marchandises dans le temps et ainsi bénéficier des meilleures opportunités. Ainsi, les ménages ruraux adoptent une stratégie de subsistance en ne commercialisant des produits que pour répondre à des opportunités qui s'offrent ou à des besoins immédiats d'argent.

2.2.7 Les statistiques et informations agricoles

Depuis 2011, la collecte des statistiques agricoles est réalisée à travers l'Enquête Nationale Agricole du Burundi (ENAB). Elle livre une information certes importante mais non exhaustive qui est collectée et compilée dans des rapports de campagne. De même, des informations sur les prix des produits agricoles et la pluviométrie sont produites mais leur système de diffusion et d'exploitation mérite des améliorations.

2.2.8 Le suivi-évaluation

Le suivi-évaluation des actions du MINEAGRIE est effectué par la Direction du Suivi-Evaluation. Cette structure placée au niveau central est appuyée par les services de planification et Suivi-Evaluation des Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage (BPEAE's).

Le manque d'un système performant de suivi-évaluation, de moyens humains, matériels (charroi, ordinateurs et logiciels appropriés) et financiers ne permettent pas à ces structures de jouer pleinement leurs rôles.

2.2.9 Communication

Une stratégie de communication et un schéma directeur d'informatisation ont été élaborés. De même un site web a été créé. La coordination de la communication revient à la cellule gestion de l'informatique, communication et technologies de l'information. La visibilité des actions du Ministère est rendue peu effective suite à l'insuffisance de ressources humaines, la faible implication des services techniques, la faible connectivité à l'internet et intranet ainsi qu'un manque de moyens matériels et financiers.

2.2.10 Le financement du secteur agricole

Le rapport de la revue à mi-parcours de la mise en œuvre du PNIA 2012-2017 en Juin 2018 montre que le secteur agricole a été financé à 61% des besoins sur la période 2012-2017 comme le montre le tableau ci-dessous:

Ressources (2012-2017) et besoins (2012-2017) PNIA (Mo Fbu)

Programme (P) et sous-programmes (SP) PNIA	Total Ressources	Besoins	% des besoins couverts
P1	616 299	882 880	70
SP 1	141 617	208 941	68
SP 2	98 904	190 433	52
SP 3	280 720	271 079	104
SP 4	5 390	16 918	32
SP 5	89 667	195 509	46
P2	150 912	317 096	48
SP 6	125 929	117 989	107
SP 7	4 671	86 334	5
SP 8	5 730	39 258	15
SP 9	14 581	73 516	20
P3	141 915	301 459	47
SP 10	13 104	126 803	10
SP 11	79 506	72 847	109
P 12	49 306	101 809	48
P4	51 190	78 129	66
SP 13	1 682	54 843	3
SP 14	3 422	9 682	35
SP 15	46 086	13 604	339
Total général	960 316	1 579 564	61

Source: Rapport Groupe Technique DEP, Juin 2018

Tableau 11: Part du budget consacré à l'agriculture de 2010 à 2017 (en milliards de Fbu)

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Budget général (ressources nationales)	863	1 026,1	1 196,8	1 389,9	1 382,7	1 562,9	1 260,6	1 326,8
Budget MINEAGRIE (Ressources nationales)	18	43,2	46	38,8	33	35,5	23,7	24,8
Part agriculture (%)	2	4,2	3,8	2,8	2,3	2,2	1,8	1,8
Budget général (+ressources extérieures)	891	1 061,1	1 294,6	1 479	1 522,7	1 711,9	1 396,2	1 443,8
Budget MINEAGRIE (+ressources extérieures)	45,9	78,1	143,7	127,9	173	184,4	159,2	141,9
Part agriculture	5,1	7,3	11,1	8,6	11,3	10,7	11,4	9,8

Source : Lois des Finances et calcul des auteurs

Au regard de ce tableau, le financement de l'agriculture sur les ressources nationales évolue de façon décroissante. Cela est contraire aux engagements du business meeting du 14 au 15 mars 2012 et à la Déclaration de Malabo de juin 2014.

2.2.11 Performance budgétaire du Ministère

Tableau 12: Consommation du budget alloué au MINEAGRIE de 2005 à 2015

Année	Crédit accordé	Crédit consommé	Reliquat	Taux %
2005	2.283.851.926	2.178.973.185	104.878.741	95,4
2006	4.289.168.942	3.216.153.620	1.073.015.322	74,9
2007	6.390.024.783	5.995.187.775	394.837.008	93,8
2008	15.607.316.261	15.235.522.750	371.793.511	97,6
2009	16.862.770.080	12.751.654.257	4.111.115.823	75,6
2010	18.037.578.194	14.668.186.038	3.369.392.156	81,3
2011	43 220 679 963	43 060 763 807	159 916 516	99,6
2012	45 989 956 107	45 094 337 780	5 895 618 327	87,2
2013	38 835 542 508	36 117 054 532	2718487975	93,0
2014	32 991 785 839	31 672 114 405	1319671433	96,0
2015	28 761 103 999	27 205 128 273	1 555 975 726	94,6
2016	23 690 744 720	-	-	-
2017	24 885 312 720	-	-	-
2018-2019	29 705 103 020	-	-	-

2.2.12 Le secteur privé

Le paysage économique Burundais dans le secteur agricole est essentiellement dominé par des entreprises publiques orientées vers les cultures d'exportation. Les investissements privés dans les cultures vivrières occupent autour de 15% des financements agricoles et sont orientés vers l'horticulture, les cultures oléagineuses et l'élevage (Rapport d'actualisation de la base des données du PNIA 2012-2017). Les investissements directs étrangers représentent moins de 1% du PIB national. L'investissement agricole dans le secteur vivrier se limite aux seuls efforts du producteur. Le secteur agricole éprouve des difficultés d'accès aux financements.

2.2.13 Situation institutionnelle du MINEAGRIE

Le décret n°100/115 du 30 avril 2013 portant réorganisation du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage précise la situation institutionnelle du MINEAGRIE. Les structures telles que consignées dans ce décret sont en place, exception faite de l'Inspection Générale et du Conseil Consultatif Ministériel. De manière générale, les structures du Ministère restent peu collées à leurs missions statutaires; d'où les chevauchements et les omissions constatées ainsi

qu'une insuffisance de coordination générale. Par ailleurs, le mandat des cellules n'est pas explicite.

2.2.14 Synthèse des problèmes à résoudre

Les problèmes du secteur sont synthétisés et regroupés dans les rubriques ci-dessous:

2.2.14.1 Contraintes agronomiques

- Faible fertilité des terres et dégradation des écosystèmes naturels ;
- Insuffisance et faible utilisation des intrants performants de production;
- Recrudescence des maladies et ravageurs des cultures et des animaux.

2.2.14.2 Changement climatique

- Variabilité climatique (sécheresse, inondation, variation de température et pression);
- Perturbations saisonnières;
- Apparition de nouvelles maladies et ravageurs.

2.2.14.3 Contraintes technologiques

- Insuffisance des innovations technologiques;
- Systèmes de production peu performants;
- Faible niveau de transfert des résultats de la recherche en milieu rural;
- Faible maîtrise des techniques de gestion des ressources en eau;
- Faible promotion des sources d'énergie alternative et renouvelable.

2.2.14.4 Contraintes institutionnelles

- Faiblesse des services d'appui à la production;
- Chevauchement et omission de certaines missions;
- Structure lourde avec difficulté de supervision;
- Faible implication du secteur privé;
- Faible motivation du personnel du MINEAGRIE;
- Faible organisation des acteurs des chaînes de valeurs;
- Incohérence des textes réglementaires;
- Faible coordination des interventions ;
- Absence du suivi du plan de formation du personnel.

2.2.14.5 Contraintes socio-économiques

- Forte pression démographique sur les ressources naturelles;
- Faible pouvoir d'achat de la population;
- Analphabétisme du monde rural;

- Manque d'hypothèque pour accéder au crédit;
- Absence de mécanismes de financement durable et d'assurance dans le secteur agricole;
- Enclavement du pays;
- Insuffisance des mesures incitatives aux investissements privés;
- Inorganisation des circuits de distribution des produits agricoles;
- Insuffisance et mauvaise qualité de l'énergie électrique ;
- Faibles moyens de travail alloués aux services du MINEAGRIE;
- Eparpillement des services et étroitesse des locaux.

2.2.15 Atouts du secteur agricole

Les principaux atouts du secteur agricole sont résumés dans les lignes ci-après :

- Possibilité de pratiquer une gamme variée de cultures compte tenu des conditions édapho-climatiques diversifiées ;
- Existence d'agri-éleveurs laborieux disposant d'un savoir-faire non négligeable ;
- Pluviométrie abondante et régulière (1000-1400 mm répartis sur 6 à 9 mois par an) permettant trois saisons culturales;
- Réseau hydrographique très dense avec une eau de qualité permettant une intensification agricole et halieutique;
- Existence d'importants marais à hautes potentialités agricoles;
- Disponibilité d'un personnel technique compétent et rationnellement déployé sur terrain;
- Existence d'importants gisements de roches calcaires et dolomitiques et de phosphates pouvant améliorer la fertilité des sols acides;
- Possibilités réelles d'intensification agro-sylvo-zootechniques;
- Marché potentiel d'écoulement national, sous régional et international.

3. Vers un développement du secteur agricole

3.1 Vision, mission, objectif global et axes stratégiques

3.1.1 Vision, mission et objectif global

Vision : « *D'ici 2030, une agriculture respectueuse de l'environnement, garantissant une sécurité alimentaire et nutritionnelle à toute la population du Burundi et assurant un revenu décent aux acteurs sectoriels* ».

Mission : *Atteindre le seuil de "faim zéro" et réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2030.*

Objectif global: Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable pour tous, augmenter les revenus des ménages, procurer des devises, fournir la matière pour le secteur industriel et créer des emplois dans le secteur de la transformation et des services connexes à l'agriculture.

3.1.2 Axes stratégiques

Trois axes stratégiques ci-après sont formulés pour répondre aux différentes contraintes du secteur agricole:

Axe 1 : Croissance durable de la production agricole, animale et halieutique

Axe 2 : Valorisation des produits agricoles, pastoraux et halieutiques

Axe 3 : Renforcement des capacités des structures institutionnelles et organisationnelles

3.1.2.1 Axe 1 : Croissance durable de la production agricole, animale et halieutique

Cet axe vise l'augmentation de la production agricole, animale et halieutique par : (i) Exploitation rationnelle et optimale des ressources naturelles en particulier la terre et les ressources en eau (ii) Redynamisation de l'encadrement agro-sylvo-pastoral (iii) Croissance de la production animale et halieutique (iv) Développement de la recherche et de l'innovation, (v) Amélioration du système d'approvisionnement en intrants et amendements agricoles, (vi) Maîtrise des maladies et ravageurs, (vii) Professionnalisation des producteurs et développement des initiatives privées, (viii) Création d'une institution financière agricole publique pour le financement agricole, (ix) Développement de la résilience au changement climatique et (x) lutte contre la malnutrition.

3.1.2.1.1 Sous-axe 1.1 : Exploitation rationnelle et optimale des ressources naturelles en particulier la terre et les ressources en eau

L'objectif de ce sous-axe est la réduction des pertes de terre par l'érosion, la restauration de la fertilité, l'initiation de la gestion rationnelle des exploitations agricoles, la protection des terres agricoles et l'utilisation rationnelle des eaux. Les actions à mettre en œuvre sont :

- Exploitation de façon rationnelle et optimale la terre cultivable ;
- Gestion intégrée de la fertilité des sols ;
- Gestion rationnelle des exploitations agricoles (GRE) ;
- Gestion rationnelle des terres agricoles ;
- Utilisation rationnelle des eaux.

3.1.2.1.2 Sous-axe 1.2 : Redynamisation de l'encadrement agro-sylvo-pastoral

L'objectif de ce sous-programme est de rendre réel l'encadrement agricole pour un meilleur transfert de technologies auprès des producteurs. Il sera question d'appliquer la gestion axée sur les résultats, de doter les services d'encadrement des moyens de travail et de créer, équiper et

animer des centres d'innovation et promouvoir l'utilisation des TIC dans l'accompagnement agricole. Les actions suivantes seront appliquées:

- Renforcement des services d'accompagnement ;
- Institutionnalisation des performances dans les services d'accompagnement agricole ;
- Promotion des TIC dans l'accompagnement agricole.

3.1.2.1.3 Sous-axe 1.3 : Accroissement de la production animale et halieutique

Les actions à mettre en œuvre sont :

- Facilitation d'accès aux animaux d'élevage;
- Mise en place de fermes modernes;
- Alimentation ;
- Santé animale;
- Vulgarisation/ encadrement;
- Législation;
- Promotion des unités de fabrication et de conservation des aliments et médicaments pour bétail;
- Préserver et améliorer les races locales;
- Promotion de l'apiculture;
- Moderniser et réglementer la pêche pour une production durable;
- Promotion de la transformation et de la conservation des produits de la pêche;
- Promotion de la pisciculture de subsistance et /ou intégrée;
- Création des centres d'alevinages;
- Développement de la pêche et de l'aquaculture intégrée.

3.1.2.1.4 Sous-axe 1.4 : Développement de la recherche et de l'innovation

Les actions à mettre en œuvre sont :

- Redynamisation de la recherche appliquée en milieu rural ;
- Renforcement de la recherche agronomique et zootechnique fondamentale ;
- Renforcement de la recherche technologique

3.1.2.1.5 Sous-axe 1.5 : Amélioration du système d'approvisionnement en intrants et amendements agricoles

Les actions à mettre en œuvre sont :

- Facilitation de l'accès aux intrants performants;
- Accroissement de la production des cultures industrielles existantes (café, thé, coton, canne à sucre, huile de palme).

3.1.2.1.6 Sous-axe 1.6 : Maitrise des maladies et ravageurs

Les actions à mettre en œuvre sont :

- Prévention des maladies, des lombrics et ravageurs;
- Contrôle des maladies, des lombrics et ravageurs.

3.1.2.1.7 Sous-axe 1.7 : Professionnalisation des producteurs et développement des initiatives privées, renforcement, structuration et appui aux organisations des producteurs

Les actions à mettre en œuvre sont :

- Organisation des producteurs et renforcement de leurs capacités ;
- Appui aux OP's;
- Développement des capacités du secteur privé ;
- Promotion d'une culture financière aux producteurs et /ou organisations des producteurs ;
- Faciliter l'accès des organisations des producteurs au crédit ;
- Promotion de la mécanisation agricole ;
- Promotion de la spécialisation/régionalisation des cultures

3.1.2.1.8 Sous-axe 1.8 : Création d'une institution financière agricole publique pour le financement agricole

Les actions à mettre en œuvre sont :

- Facilitation de la création d'une institution financière agricole publique ;
- Mobilisation des fonds

3.1.1.1.9 Sous-axe 1.9 : Développement de la résilience au changement climatique

Les actions à mettre en œuvre sont :

- Elaboration des stratégies et des technologies d'adaptation au changement climatique ;
- Information, Education et Communication sur le changement climatique ;
- Etablissement d'un Bilan alimentaire et mise en place d'un système d'alerte précoce.

3.1.2.1.10 Sous-axe 1.10 : Lutte contre la malnutrition

Les actions à mettre en œuvre concernent la production, contrôle et diffusion d'aliments riches en nutriments.

3.1.2.2 Axe 2 : Valorisation des produits agricoles, pastoraux et halieutiques

Cet axe a l'objectif de: (i) transformation et conservation des produits vivriers, pastoraux et halieutiques, (ii) désenclavement des zones de production/facilitation de l'accès au marché et (iii) assurance qualité des produits agricoles, animaux et halieutiques.

3.1.2.2.1 Sous-axe 2.1 : Transformation et conservation des produits vivriers, pastoraux et halieutiques

Les actions à mettre en œuvre sont :

- Construction, équipement, mise en service et maintenance des infrastructures de collecte et de stockage;
- Construction et mise en services des unités de transformation;
- Promotion, renforcement et structuration des organisations des acteurs de la valorisation agricole.

3.1.2.2.2 Sous-axe 2.2 : Désenclavement des zones de production/facilitation de l'accès au marché

Les actions à mettre en œuvre sont :

- Réduction de l'enclavement des zones de production;
- Redynamiser les systèmes d'informations sur les prix des produits agricoles, animaux et halieutiques;
- Instaurer les circuits de commercialisation et tracer/réhabiliter les pistes de dessertes.

3.1.2.2.3 Sous-axe 2.3 : Assurance qualité des produits agricoles, animaux et halieutiques

Les actions à mettre en œuvre sont :

- Alignement des produits agricoles, animaux et halieutiques sur les mesures et les normes régionales et internationales
- Renforcement des capacités des services chargés du contrôle de qualité

3.1.2.3 Axe 3 : Renforcement des capacités des structures institutionnelles et organisationnelles

Cet axe prévoit : (i) le renforcement des capacités des structures institutionnelles du MINEAGRIE, (ii) le renforcement de la coordination du secteur et (iii) le financement du secteur

3.1.2.3.1 Sous - axe 3.1 : Renforcement des capacités des structures institutionnelles du MINEAGRIE

Les actions à mettre en œuvre sont :

- Renforcement des capacités techniques, matérielles et financières des services;
- Stabilisation des services et du personnel du MINEAGRIE;
- Institutionnalisation des performances des Cadres et Agents du MINEAGRIE.

3.1.2.3.2 Sous-axe 3.2 : Renforcement de la coordination du secteur

Les actions à mettre en œuvre sont :

- Développement d'une synergie entre le MINEAGRIE, les autres Ministères et les Partenaires au développement;
- Mise en cohérence des structures et des missions;
- Renforcement de la communication.

3.1.2.3.3 Sous-axe 3.3 : Financement du secteur

Les actions à mettre en œuvre sont :

- Facilitation de la création d'une institution financière agricole;
- Facilitation de l'accès au crédit;
- Mobilisation des fonds.

3.1.3 Mesures d'accompagnement

La réussite de la mise en œuvre de la SAN requiert une attention spéciale à certaines conditions préalables. Il s'agit de créer des mesures incitatives d'accompagnement et de surveiller certains risques.

3.1.3.1 Conditions préalables

- Consolidation d'un environnement sécuritaire favorable au développement durable;
- Promotion de la bonne gouvernance;
- Amélioration du climat des affaires;
- Réduction des taux d'intérêt;
- Promotion de la culture de l'excellence;
- Maîtrise de la croissance démographique;
- Sécurisation des exploitations agricoles.

3.1.3.2 Risques

La mise en œuvre de la Stratégie Agricole Nationale pourrait se heurter à des risques dont les principaux sont d'ordre politique, économique et institutionnel.

Risques politiques:

- Instabilité politique;
- Insuffisance de volonté politique;
- Insécurité de la population;

- Conflit dans la sous-région;
- Absence d'une politique nationale de maîtrise de la démographie;
- Environnement politique peu favorable aux Investisseurs privés nationaux et étrangers;
- Crise diplomatique.

Risques économiques:

- Insuffisance des ressources matérielle et financière;
- Dévaluation de la monnaie;
- Insuffisance et une mauvaise organisation des marchés intérieurs et extérieurs d'écoulement des produits agricoles, animaux et halieutiques.

Risques institutionnels:

- Mobilité du personnel;
- Démotivation du personnel;
- Instabilité du personnel;
- Clientélisme dans le recrutement et l'affectation.

4. Annexes

4.1 Annexe 1 : Matrice des axes stratégiques, sous-axes stratégiques et actions prioritaires de la SAN 2018 - 2030

Axe stratégique 1 : Accroissement durable de la production agricole, animale et halieutique	
Sous-axes	Actions prioritaires
1.1. Exploitation rationnelle et optimale des ressources naturelles en particulier la terre et les ressource en eaux	Exploitation de façon rationnelle et optimale de la terre cultivable
	Gestion intégrée de la fertilité des sols
	Gestion rationnelle des exploitations agricoles (GRE)
	Gestion rationnelle des terres agricoles
	Utilisation rationnelle des eaux
1.2. Redynamisation de l'encadrement agro-sylvo-pastorale	Renforcement des services d'accompagnement
	Institutionnalisation des performances dans les services d'accompagnement agricole
	Promotion des TIC dans l'accompagnement agricole
1.3. Accroissement de la production animale et halieutique	Facilitation d'accès aux animaux d'élevage
	Mise en place d'ers fermes modernes
	Alimentation
	Santé animale
	Vulgarisation/ encadrement
	Législation
	Promotion des unités de fabrication et de conservation des aliments et médicaments pour bétail
	Préserver et améliorer les races locales
	Promotion de l'apiculture
	Moderniser et règlementer la pêche pour une production durable
	Promotion de la transformation et de la conservation des produits de la pêche
	Promotion de la pisciculture de subsistance et /ou intégré
	Création des centres d'alevinages
Développement de la pêche et de l'aquaculture intégrée	
1.4 Développement de la recherche et de l'innovation	Redynamisation de la recherche appliquée en milieu rural ;
	Renforcement de la recherche agronomique et zootechnique fondamentale ;
	Renforcement de la recherche technologique

1.5 Amélioration du système d'approvisionnement en intrants et amendements agricoles	Facilitation de l'accès aux intrants performants
	Accroissement de la production des cultures industrielles existantes (café, thé, coton, canne à sucre, huile de palme)
	Promotion et adaptation de l'agriculture de conservation et l'approche IPM »Integrated Pest Management »
1.6. Maitrise des maladies et ravageurs	Prévention des maladies, des lombrics et ravageurs
	Contrôle des maladies, des lombrics et ravageurs
1.7. Professionnalisation des producteurs et développement des initiatives privées	Organisation des producteurs et Renforcement de leurs capacités
	Appui aux ops
	Développement des capacités du secteur privé
	Promotion d'une culture financière aux producteurs et /ou organisations des producteurs
	Faciliter l'accès des organisations des producteurs au crédit
	Promotion de la mécanisation agricole
1.8 Création d'une institution financière agricole publique pour le financement agricole	Promotion de la spécialisation/régionalisation des cultures
	Facilitation de la création d'une institution financière agricole publique ;
1.9. Développement de la résilience au changement climatique	Mobilisation des fonds
	Elaboration des stratégies et des technologies d'adaptation au changement climatique ;
	Information, Education et Communication sur le changement climatique
1.10. Lutte contre la malnutrition	Etablissement d'un Bilan alimentaire et mise en place d'un système d'alerte précoce
	Production, contrôle et diffusion d'aliments riches en nutriments
Axe stratégique 2 : Valorisation de la production agricole	
2.1. Transformation et conservation des produits vivriers, pastoraux et halieutiques	Construction, équipement, mise en service et maintenance des infrastructures de collecte et de stockage
	Construction et mise en services des unités de transformation
	Promotion, renforcement et structuration des organisations des acteurs de la valorisation agricole
2.2. Désenclavement des zones de production et Facilitation de l'accès au marché	Réduction de l'enclavement des zones de production
	Redynamiser les systèmes d'informations sur les prix des produits agricoles, animaux et halieutiques

	Instaurer les circuits de commercialisation, tracer/réhabiliter les pistes de dessertes
2.3 Assurance qualité des produits agricoles, animaux et halieutiques	Alignement des produits agricoles, animaux et halieutiques sur les mesures et les normes régionales et internationales
	Renforcement des capacités des services chargés du contrôle de qualité
Axe stratégique 3 : Renforcement Institutionnel et Financement du Secteur	
3.1. Renforcement des capacités des structures institutionnelles du MINEAGRIE	Renforcement des capacités techniques, matérielles et financières des services
	Stabilisation des services et du personnel du MINEAGRIE
	Institutionnalisation des performances des cadres et agents du MINEAGRIE
3.2. Renforcement de la coordination du secteur	Développement d'une synergie entre le MINEAGRIE, les autres Ministères et les partenaires au développement
	Mise en cohérence des structures et des missions
	Renforcement de la communication
3.3. Financement du secteur	Facilitation de la création d'une institution financière agricole
	Facilitation de l'accès au crédit
	Mobilisation des fonds

4.2 Annexe 2 : Cadre logique de la SAN

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
Objectif global	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable pour tous, l'augmentation des revenus des ménages et des devises pour l'Etat, la fourniture de la matière pour le secteur industriel et la création d'emplois dans le secteur de la transformation et des services connexes à l'agriculture	Réduction de 30% de l'insécurité alimentaire Augmentation de 10% du PIB du secteur agricole Diminution de 20% de chômage Augmentation de 10% du revenu des ménages	Enquêtes socio-économiques	Maîtrise de la croissance démographique; Besoins en financement couverts
Programme 1	Accroissement durable de la production agricole, animale et halieutique	Augmentation annuelle de 5% de la production agricole, animale et halieutique	Rapports ENAB, Rapports d'enquêtes socio-économiques Rapports sectoriels	Adhésion des principales parties prenantes Clémence climatique
Programme 2	Valorisation de la production et facilitation de l'accès au marché	Réduction de 50 % des pertes post-récoltes	Rapports d'enquêtes, Rapports BRB et sociétés filières	Adhésion des principales parties prenantes
Programme 3	Renforcement institutionnel et financement du secteur	Niveau 4 d'efficacité du MINEAGRIE sur une échelle de 1 à 5	Rapports périodiques du MINEAGRIE et intervenants	Disponibilité des moyens financiers
1.1 exploitation rationnelle et optimale des	Exploiter de façon rationnelle et optimale la terre cultivable	5 sessions de formation par catégorie de personnel (1 session / an / catégorie), 100 cadres, 580 techniciens, 2803 moniteurs recyclés annuellement	Rapports de formation	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
ressources naturelles en particulier la terre et les ressources en eau		10 ateliers régionaux (2 ateliers/région/an)	Rapports d'ateliers	Disponibilité des moyens financiers
		5 réunions collinaires (14015 réunions / 5 ans / 2803 collines)	PV de réunions	Disponibilité des moyens financiers Implication de l'administration et de la population
		881250 ha protégés (23500 km ² *50%*15*5)	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers, Implication de l'administration et de la population
		881 250 000 boutures produites pour végétaliser 440 625 km (881 250 ha*500 m/ha: 500 m de bassins versants équivalent à 1 ha protégé)	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers , Implication de l'administration et de la population
		440 625 km entretenus	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers Implication de l'administration et de la population
		20 descentes collinaires (56 060 descentes/2 803 collines/trimestre/5ans)	Rapports BPEAE's	Disponibilité des moyens financiers Implication de l'administration et de la population
	Gestion intégrée de la fertilité des sols	5 sessions de formation de 100 cadres	Rapports de formation	Disponibilité des moyens financiers
	5 sessions de formation de 350 techniciens	Rapports de formation	Disponibilité des moyens financiers	

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
		30% des agriculteurs adoptent la GIFS	Rapports ENAB	Disponibilité des moyens financiers Adhésion des producteurs
		2 nouvelles technologies mises au point	Rapports ISABU et des visites de terrain (MINEAGRIE)	Disponibilité des moyens financiers
		30% des terres amendées (=1410*5/100 soit 1413 km ² ou 7050 ha)	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers Adhésion de la population
	Gestion rationnelle des exploitations agricoles	1 technique disponible par type d'exploitation agricole	Rapport d'exécution	Disponibilité des moyens financiers
		2 sessions de formation de 100 cadres	Rapport de formation	Disponibilité des moyens financiers
		2 sessions de formation de 350 techniciens	Rapport de formation	Disponibilité des moyens financiers
		2 sessions de formation de 2803 moniteurs agricoles	Rapport de formation	Disponibilité des moyens financiers
		10% des exploitants (160 000) ont adopté les techniques de GRE	Rapport ENAB	Disponibilité des moyens financiers Adhésion des producteurs
	Gestion rationnelle des terres agricoles	4 SPAT produits	Rapports d'exécution PV validation	Disponibilité des moyens financiers
		1 SNAT produit	Rapports d'exécution PV validation	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
Utilisation rationnelle des eaux		6 SPAT mis en œuvre	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers Volonté du Gouvernement
		1 loi élaborée	Bulletin Officiel du Burundi (BOB)	Disponibilité des moyens financiers
		30 000 ha de marais aménagés	Rapports d'exécution PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		7 000 ha de plaine aménagés	Rapports d'exécution PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		1 Grand barrage construit	Rapports d'exécution PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		2 Retenues collinaires installées	Rapports d'exécution PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		50 réservoirs publics de 10 000 L chacun installés	Rapports d'exécution PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		30% des ménages ruraux disposent de réservoirs d'eau dont 5 % soutenus (24 000)	Rapports ENAB	Disponibilité des moyens financiers
		40 Ouvrages construits	Rapports d'exécution PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		4 Nouvelles techniques introduites	Rapports ISABU et de visites de terrain MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention	IOV	SDV	Hypothèses/Risques	
1.2 Redynamisation de l'encadrement agro-sylvo-pastorale	Renforcement des services d'accompagnement	20 services d'accompagnement sont équipés en matériel informatiques	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		5 Centres d'excellence équipés et fonctionnels	Rapports MINEAGRIE PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
	Institutionnalisation des performances dans les services d'accompagnement agricole	1 grille d'évaluation des performances élaborée	Rapport d'exécution PV validation	Disponibilité des moyens financiers
		5 ans de rémunération basée sur les performances financés	Document décrivant le système Rapports périodiques d'évaluation	Disponibilité des moyens financiers
		40 Services d'accompagnement sont équipés en matériel informatique	PV de réception Rapports d'inventaire périodique	Disponibilité des moyens financiers
		51 camionnettes pick up 4x4 acquis pour les 17 BPEAE'S	PV de réception Rapports d'inventaire périodique	Disponibilité des moyens financiers
		1160 motos acquis pour les techniciens communaux et assistants de zone	PV de réception Rapports d'inventaire périodique	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
		2 803 vélos acquis pour les moniteurs agricoles	PV de réception Rapports d'inventaire périodique	Disponibilité des moyens financiers
		Au moins 5 filières bénéficient chaque année d'un accompagnement adéquat par des prestataires	Contrats de prestation de service Rapports financiers	Disponibilité des moyens financiers
		6 véhicules acquis pour les prestataires d'accompagnement	Rapports de sondage Rapports d'inventaire périodique	
		15 évaluations internes (1 évaluation par saison agricole)	Rapports d'évaluation	Disponibilité des moyens financiers
		10 évaluations externes (2 évaluations / an)	Rapports d'évaluation	Disponibilité des moyens financiers
	Promotion des TIC dans l'accompagnement agricole	20 800 000 messages diffusés (130 messages toutes les 2 semaines à 1 600 000 ménages agricoles)	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		1 kit audio-visuel acquis	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		25 vidéos agricoles (1 film par an et par filière prioritaire)	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
		232 projections de vidéo animées (1 projection /commune 2 fois durant les 5 ans)	Supports audio-visuels	Disponibilité des moyens financiers
		30 émissions animées sur plateau radio (1 émission / 2 mois pendant 5 ans)	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		30 émissions télévisées (1 émission/ mois pendant 5 ans)	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		200 CD à diffuser par radio	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
1.3 Accroissement de la production animale et halieutique	Facilitation d'accès aux animaux d'élevage	10.000 vaches laitières croisées à 70% sont distribuées aux bénéficiaires directs	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		30 000 veaux sont diffusés à travers la Chaine de Solidarité Communautaire	PV de réception	Volonté de la population
		100 000 porcs distribués aux bénéficiaires directs	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers , Disposition de collaboration
		400 000 porcs sont diffusés à travers la Chaine de Solidarité Communautaire	PV de réception	Volonté de la population
		150 000 ménages bénéficieront des appuis de recapitalisation du petit bétail(volaille, caprin et lapins)	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers Disposition de collaboration
	Mise en place des fermes modernes	1 ferme moderne est disponible	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
	Alimentation	Disponibiliser et diversifier les souches de cultures fourragères; Promouvoir les techniques de conservation, de valorisation et d'amélioration de la qualité du fourrage et des autres ressources alimentaires locales	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
	Santé animale	Renforcer les capacités de détection rapide, de prévention et de riposte contre les maladies animales émergentes et ré émergentes, transfrontalières et prioritaires	Rapports de formation	Disponibilité des moyens financiers
	Vulgarisation/ encadrement	Développer et appuyer le petit élevage	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		Impliquer la femme et les jeunes dans la filière élevage		
		Structurer les agri-éleveurs pour chaque filière		
		Développer le partenariat public-privé dans le secteur d'élevage		
		Renforcer la gestion de la Chaîne de Solidarité Communautaire		
		Intensifier les productions animales (centres naisseurs, production d'aliment pour bétail, renforcement de l'encadrement)		
	Législation	Mettre en place un service de suivi, contrôle, surveillance et de répression sur les produits et intrants d'élevage	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		Elaborer les textes et lois régissant les services d'élevage et halieutiques		

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
	Promotion des unités de fabrication et de conservation des aliments et médicaments pour bétail	1 unité de fabrication et hangar de stockage des aliments du bétail disponible	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
	Préserver et améliorer les races locales	150 000 vaches locales inséminées par an	Rapports d'insémination	Disponibilité des moyens financiers
	Promotion de l'apiculture	1 atelier de formation par province (vulgarisateurs)	Rapports de formation	Disponibilité des moyens financiers
		500 ruches diffusés/an	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
	Moderniser et réglementer la pêche pour une production durable	1 texte réglementaire disponible	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		3 bateaux modernes équipés	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
	Promotion de la transformation et de la conservation des produits de la pêche	1 unité de transformation de poisson disponible	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		3 camions réfrigérés disponibles	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
	Promotion de la pisciculture de subsistance et /ou intégré	2 ateliers de formation par province (vulgarisateurs)	Rapports de formation	Disponibilité des moyens financiers
		5 000 ménages appuyés (matériel et alevins)	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
	Création des centres d'alevinages	2 centres d'alevinage mis en place ou renforcés	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
	Développement de la pêche et de l'aquaculture intégrée	10 stations piscicoles dans 5 ans	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
1.4. Développement	Redynamisation de la recherche appliquée en milieu rural	10 centres d'innovation réhabilités	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
nt de la recherche et de l'innovation		2 centres d'innovation dotés d'équipements modernes	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		10 acquis de la recherche transférés	Rapport MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		1 000 producteurs ont adopté les acquis	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
Renforcement de la recherche agronomique et zootechnique fondamentale		6 stations réhabilitées	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		2 stations dotées d'équipements modernes	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		2,5 millions USD de financement reçu	Rapport de mission	Disponibilité des moyens financiers
		10 sessions d'échanges des résultats de la recherche (2 sessions /an)	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Au moins 1 variété sélectionnée par filière prioritaire (riz, maïs, manioc, pomme de terre et banane)	Rapport de recherche	Disponibilité des moyens financiers
		Au moins 5 variétés mises au point (1 variété par culture)	Rapport de recherche	Disponibilité des moyens financiers
		1 rapport d'inventaire	Rapport d'inventaire	Disponibilité des moyens financiers
Renforcement de la recherche technologique		5 bâtiments construits	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		1 lot de 10 engins agricoles	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		1 garage équipé	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
		4 laboratoires de recherche en technologie équipés (CNTA, ISABU, DPFH, Laboratoire vétérinaire)	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
1.5 Amélioration du système d'approvisionnement en intrants et amendements agricoles	Facilitation de l'accès aux intrants performants	2803 centres collinaires déterminés	Rapport MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		1 mécanisme de coordination mis en place	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		2803 comités mis en place	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		60.000 tonnes d'engrais achetés et utilisés par an	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		1 rapport d'évaluation	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		13750 tonnes de semences distribuées par an	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		3 000 000 plants fruitiers produits et installés	Rapport MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
	Accroissement de la production des cultures industrielles existantes (café, thé, coton, canne à sucre, huile de palme)	3 ateliers sont organisés	Compte rendu des ateliers	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
		1 fond de subvention est mis en place	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		Au moins 5 variétés mises au point (1 variété par culture)	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		30 000 000 plants de caféiers produits et installés	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		50 000 000 plants de théiers produits et installés	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		500 000 plants de palmiers à huile produits et installés dans les zones d'extensions	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		1000 ha de la palmeraie irrigués	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		3 Unités de transformation industrielles installées	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		15 Cadres et 10 Techniciens sont formés	Rapport de formation	Disponibilité des moyens financiers
		4953 Ha de vieux palmiers de la Variété TENERA restant sont reconverties	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Mise à jour de l'usine d'égrenage de la COGERCO	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		20 tracteurs et les accessoires acquis	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
		3 camions poly ben disponibles	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		5 bureaux et magasins réhabilités	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		300m protégé	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Une unité de protection mise en place	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
	Promotion et adaptation de l'agriculture de conservation et l'approche IPM «Integrated Pest Management »	5 séances de formation sur le concept d'agriculture de conservation	Rapport de formation	Disponibilité des moyens financiers
1.6 Maitrise des maladies et ravageurs	Prévention des maladies, des lombrics et ravageurs	5 systèmes d'alerte précoce mis en place et fonctionnel	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		5 centres de quarantaine construits et fonctionnels	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		5 stocks stratégiques et d'approvisionnement de produits phytosanitaires, vétérinaires pour les cultures vivrières, animales et industrielles sont constitués annuellement	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		30 % des producteurs prennent en charge avec succès les maladies et ravageurs	Rapport	Volonté de la Population
1.7. Professionnalisation des producteurs et développement des initiatives privées	Organisation des producteurs et Renforcement de leurs capacités	8 OP's de 8 filières différentes ont bénéficiées d'un renforcement technique et organisationnel de la base au sommet	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et la volonté des producteurs
		Au moins 50% des membres dans des organes de prise de décision des OP sont des femmes et des jeunes	Rapport	Volonté de la Population

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
		8 organisations faïtières sont organisées autour des filières	Rapport	Volonté de la Population
	Appui aux ops	Les besoins des 8 OP's faïtières sont établis	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et la volonté des producteurs
		Au moins 5 OP's faïtières ont accès au crédit	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et la volonté des producteurs
		1 fonds de sécurité sociale constitué	Rapport MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
	Développement des capacités du secteur privé	1 texte régissant l'accès au financement élaboré	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		2 tables rondes organisées	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Table ronde organisée et visite d'échange	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		3 formations organisées	Rapport de formation	Disponibilité des moyens financiers
	Promotion d'une culture financière aux producteurs et /ou organisations des producteurs	2 ateliers de sensibilisation par commune	Compte rendu des ateliers	Disponibilité des moyens financiers
	Faciliter l'accès des organisations des producteurs au crédit	8 plans d'affaires financés annuellement	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		40 OP sont accompagnées dans le remboursement des crédits	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		40 OP sont accompagnées dans la mise en œuvre de leurs plans d'affaires	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
	Promotion de la mécanisation agricole	Textes réglementaires disponibles	PV de réception	

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
		Bureaux et garages réhabilités		Disponibilité des moyens financiers
		Personnel recruté	Affectation	Disponibilité des moyens financiers
		400 bœufs de trait acquis	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		400 bœufs de trait entretenus	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		100 petites machines agricoles acquis	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		100 petites machines agricoles entretenues	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		116 tracteurs agricoles acquis	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		116 tracteurs agricoles entretenus (5% du coût d'acquisition)	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Carburant et lubrifiant acquis	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
Promotion de la spécialisation/régionalisation des cultures	500 ha de superficie de maïs, 100 ha de riz et 50 ha de pomme de terre exploités/an	Rapport	Disponibilité des moyens financiers	
1.8. Création d'une institution financière agricole publique pour	Faciliter la création d'une institution financière agricole publique	1 document de création d'une institution financière agricole actualisée	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		1 institution financière agricole mise en place et fonctionnelle	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
	Mobilisation des fonds	1 fonds de garantie constitué	Rapport	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
le financement agricole		1 assurance agricole constituée	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
1.9. Développement de la résilience au changement climatique	Elaboration des stratégies et des technologies d'adaptation au changement climatique	10% de ménages utilisent des cuisinières à gaz	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		1 stock stratégique de 5000T de riz, 5000T de maïs, 5000T de haricot (1000 T/an de chaque produit)	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		30% de semences et plants adaptés au changement climatique (quota du programme des subventions)	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		30% d'animaux importés adaptés au changement climatique (quota du programme de repeuplement du cheptel)	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
	Information, Education et Communication sur le changement climatique	3 pratiques agricoles intelligentes mises en œuvre	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		5 Campagnes d'IEC organisées avec succès (1 par an)	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		5 missions de contact sur l'agriculture et l'adaptation au changement climatique effectuée (1 mission de 6 jours pour 3 cadres par an)	Rapport de mission	Disponibilité des moyens financiers
		5 voyages d'échange d'expériences sur l'agriculture et l'adaptation au changement climatique organisé (mission de 6 jours pour 5 cadres par an)	Rapport de mission	Disponibilité des moyens financiers
	Bilan alimentaire et système d'alerte précoce	60 rapports mensuels produits	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		1 rapport saisonnier	Rapport	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		IOV	SDV	Hypothèses/Risques
1.10. Lutte contre la malnutrition	Production, contrôle et diffusion d'aliments riches en nutriments	Au moins 30 % des farines consommées sont fortifiées chaque année	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		1 table de composition alimentaire établie	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		70% de ménages ruraux bénéficient d'une éducation en art culinaire	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		70% de ménages ruraux bénéficient d'une éducation en alimentation des jeunes enfants	Rapport	Disponibilité des moyens financiers

4.3 Annexe3 : Résultats attendus par objectif spécifique

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques
Objectif global	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable pour tous, l'augmentation des revenus des ménages et des devises pour l'Etat, la fourniture de la matière première pour le secteur industriel et la création d'emplois dans le secteur de la transformation et des services connexes à l'agriculture	Taux de réduction de l'insécurité alimentaire	Enquêtes socio-économiques	Maîtrise de la croissance démographique; besoins en financement couverts
		Taux d'augmentation du PIB du secteur agricole		
		Taux de diminution de chômage		
		Taux d'augmentation du revenu des ménages		
Programme 1	Accroissement durable de la production agricole, animale et halieutique	Taux d'augmentation annuelle de la production agricole, animale et halieutique	Rapports ENAB, rapports d'enquêtes socio-économiques, rapports sectoriels	Adhésion des principales parties prenantes ; clémence climatique
Programme 2	Valorisation de la production et facilitation de l'accès au marché	Taux de réduction des pertes post-récoltes	Rapports d'enquêtes, rapports BRB et sociétés filières	Adhésion des principales parties prenantes
Programme 3	Renforcement institutionnel et financement du secteur	Degré d'efficacité du MINEAGRIE	Rapports périodiques du MINEAGRIE et intervenants	Volonté du Gouvernement
1.1 exploitation rationnelle et optimale des	Exploiter de façon rationnelle et optimale la terre cultivable	Nombre de cadres, techniciens et moniteurs recyclés annuellement	Rapports de formation	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre d'ateliers régionaux tenus	Rapports d'ateliers	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques	
ressources naturelles en particulier la terre et les ressources en eau		Nombre de réunions collinaires tenues	PV de réunions	Disponibilité des moyens financiers ; Implication de l'administration et de la population	
		Superficie protégée	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers ; Implication de l'administration et de la population	
		Nombre de boutures produites pour végétaliser les bassins versants	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers ; Implication de l'administration et de la population	
		Longueur entretenue	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers ; Implication de l'administration et de la population	
		Nombre de descentes collinaires effectuées	Rapports BPEAE's	Disponibilité des moyens financiers ; Implication de l'administration et de la population	
	Gestion intégrée de la fertilité des sols		Nombre de sessions de formation tenues à l'intention des Cadres du MINEAGRIE	Rapports de formation	Disponibilité des moyens financiers
			Nombre de sessions de formation tenues à l'intention des Techniciens du MINEAGRIE	Rapports de formation	Disponibilité des moyens financiers
			Pourcentage des agriculteurs adoptant la GIFS	Rapports ENAB	Disponibilité des moyens financiers ; adhésion des producteurs

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques
		Nombre de nouvelles technologies mises au point	Rapports ISABU et rapports de visite de terrain (MINEAGRIE)	Disponibilité des moyens financiers
		Pourcentage des terres amendées	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers ; adhésion de la population
Gestion rationnelle des exploitations agricoles		Nombre de techniques disponibles par type d'exploitation agricole	Rapport d'exécution	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de sessions de formation tenues à l'intention des Cadres du MINEAGRIE	Rapport de formation	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de sessions de formation tenues à l'intention des Techniciens du MINEAGRIE	Rapport de formation	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de sessions de formation tenues à l'intention des Moniteurs du MINEAGRIE	Rapport de formation	Disponibilité des moyens financiers
		Pourcentage des exploitants adoptant les techniques de GRE	Rapport ENAB	Disponibilité des moyens financiers ; adhésion des producteurs
Gestion rationnelle des terres agricoles		Nombre de SPAT produits	Rapports d'exécution ; PV de validation	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de SNAT produits	Rapports d'exécution ; PV validation	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de SPAT mis en œuvre	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers ; volonté du Gouvernement
		Nombre de lois élaborées	Bulletin Officiel du Burundi (BOB)	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques
	Utilisation rationnelle des eaux	Superficie de marais aménagés	Rapports d'exécution ; PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Superficie de plaine aménagée	Rapports d'exécution ; PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de Grands barrages construits	Rapports d'exécution ; PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de Retenues collinaires installées	Rapports d'exécution ; PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de réservoirs publics de 10 000 L chacun installés	Rapports d'exécution ; PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Pourcentage des ménages ruraux disposant de réservoirs d'eau dont 5 % soutenus	Rapports ENAB	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre d'ouvrages construits	Rapports d'exécution ; PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de Nouvelles techniques introduites	Rapports ISABU et rapports de visites de terrain (MINEAGRIE)	Disponibilité des moyens financiers
1.2 Redynamisation de l'encadrement agro-sylvo-pastorale	Renforcement des services d'accompagnement	Nombre de services d'accompagnement équipés en matériel informatique	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de Centres d'excellence équipés et fonctionnels	Rapports MINEAGRIE ; PV de réception	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques
	Institutionnalisation des performances dans les services d'accompagnement agricole	Nombre de grilles d'évaluation des performances élaborées	Rapport d'exécution ; PV validation	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre d'années de rémunération basée sur les performances financées	Document décrivant le système ; Rapports périodiques d'évaluation	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de Services d'accompagnement équipés en matériel informatique	PV de réception ; Rapports d'inventaire périodique	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de camionnettes pick-up 4x4 acquis pour les 17 BPEAE's	PV de réception ; Rapports d'inventaire périodique	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de motos acquis pour les techniciens communaux et assistants de zone	PV de réception ; Rapports d'inventaire périodique	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de vélos acquis pour les moniteurs agricoles	PV de réception ; Rapports d'inventaire périodique	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de filières bénéficiant chaque année d'un accompagnement adéquat par des prestataires	Contrats de prestation de service	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques
		Nombre de véhicules acquis pour les prestataires d'accompagnement	Rapports financiers ; Rapports de sondage ; Rapports d'inventaire périodique	
		Nombre d'évaluations internes effectuées	Rapports d'évaluation	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre d'évaluations externes effectuées	Rapports d'évaluation	Disponibilité des moyens financiers
	Promotion des TIC dans l'accompagnement agricole	Nombre de messages diffusés aux ménages agricoles	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de kits audio-visuel acquis	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de vidéos agricoles	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de projections de vidéo	Supports audio-visuels	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre d'émissions animées sur plateau radio	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre d'émissions télévisées	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de CD diffusés par radio	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
1.3 Accroissement de la	Facilitation d'accès aux animaux d'élevage	Nombre de vaches laitières croisées à 75% distribuées aux bénéficiaires directs	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques
production animale et halieutique		Nombre de veaux diffusés à travers la Chaine de Solidarité Communautaire	PV de réception	Volonté de la population
		Nombre de porcs distribués aux bénéficiaires directs	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers ; Disposition de collaboration
		Nombre de porcs diffusés à travers la Chaine de Solidarité Communautaire	PV de réception	Volonté de la population
		Nombre de ménages bénéficiant des appuis de recapitalisation du petit bétail (volaille, caprin et lapins)	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers ; Disposition de collaboration
Mise en place des fermes modernes	Nombre de fermes modernes disponibles	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers	
Alimentation	Nombre de souches de cultures fourragères disponibles et diversifiées	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers	
	Nombre de techniques de conservation, de valorisation et d'amélioration de la qualité du fourrage et des autres ressources alimentaires locales promues	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers	
Santé animale	Nombre de séances de renforcement des capacités de détection rapide, de prévention et de riposte contre les maladies animales émergentes et ré émergentes, transfrontalières et prioritaires animées	Rapports de formation	Disponibilité des moyens financiers	
Vulgarisation/ encadrement	Niveau de Développement et d'appui du petit élevage	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers	
	Nombre de femmes et les jeunes impliqués dans la filière élevage	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers	

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques
		Nombre d'agri-éleveurs pour chaque filière structurée	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de partenariats public-privé développés dans le secteur d'élevage	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de rapports sur le renforcement de la gestion de la Chaîne de Solidarité Communautaire	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de centres naisseurs, production d'aliment pour bétail renforcés et encadrés	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
	Législation	Service de suivi, contrôle, surveillance et de répression sur les produits et intrants d'élevage mis en place	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de textes et lois régissant les services d'élevage et halieutiques élaborés	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
	Promotion des unités de fabrication et de conservation des aliments et médicaments pour bétail	Nombre d'unités de fabrication et hangars de stockage des aliments du bétail disponibles	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
	Préserver et améliorer les races locales	Nombre de vaches locales inséminées	Rapports d'insémination	Disponibilité des moyens financiers
	Promotion de l'apiculture	Nombre d'ateliers de formation effectués par les vulgarisateurs	Rapports de formation	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de ruches diffusés	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
	Moderniser et régler la pêche pour une production durable	Nombre de textes réglementaires disponibles	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de bateaux modernes équipés	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques
	Promotion de la transformation et de la conservation des produits de pêche	Nombre d'unités de transformation de poissons disponibles	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de camions réfrigérés disponibles	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
	Promotion de la pisciculture de subsistance et /ou intégré	Nombre d'ateliers de formation effectués par les vulgarisateurs	Rapports de formation	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de ménages appuyés (matériel et alevins)	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
	Création des centres d'alevinage	Nombre de centres d'alevinage mis en place ou renforcés	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
Développement de la pêche et de l'aquaculture intégrée	Nombre de stations piscicoles mis en place	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers	
1.4. Développement de la recherche et de l'innovation	Redynamisation de la recherche appliquée en milieu rural	Nombre de centres d'innovation réhabilités	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de centres d'innovation dotés d'équipements modernes	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre d'acquis de la recherche transférés	Rapport MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de producteurs adoptant les acquis	Rapports MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
	Renforcement de la recherche agronomique et zootechnique fondamentale	Nombre de stations réhabilitées	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de stations dotées d'équipements modernes	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Montant de financement reçu	Rapport de mission	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques
		Nombre de sessions d'échanges des résultats de la recherche tenues	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de variétés sélectionnées par filière prioritaire (riz, maïs, manioc, pomme de terre et banane)	Rapport de recherche	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de variétés mises au point (1 variété par culture)	Rapport de recherche	Disponibilité des moyens financiers
	Renforcement de la recherche technologique	Nombre de rapports d'inventaire	Rapport d'inventaire	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de bâtiments construits	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de lots et d'engins agricoles acquis	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de garages équipés	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de laboratoires de recherche en technologie équipés (CNTA, ISABU, DEPA, Laboratoire vétérinaire)	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
	1.5 Amélioration du système d'approvisionnement en intrants et amendements agricoles	Facilitation de l'accès aux intrants performants	Nombre de centres collinaires déterminés	Rapport MINEAGRIE
Nombre de mécanismes de coordination mis en place			PV de réception	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
Nombre de comités mis en place			PV de réception	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques
		Quantité d'engrais achetés et utilisés	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		Nombre de rapports d'évaluation disponibles	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		Quantité de semences distribuées	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		Nombre de plants fruitiers produits et installés	Rapport MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
	Accroissement de la production des cultures industrielles existantes (café, thé, coton, canne à sucre, huile de palme)	Nombre d'ateliers organisés	Compte rendu des ateliers	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		Fonds de subvention est mis en place	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		Nombre de variétés mises au point (1 variété par culture)	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		Nombre de plants de caféiers produits et installés	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		Nombre de plants de théiers produits et installés	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques
		Nombre de plants de palmiers à huile produits et installés dans les zones d'extensions	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et une bonne collaboration
		Superficie de palmeraie irriguée	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre d'Unités de transformation industrielle installées	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de cadres et de techniciens formés	Rapport de formation	Disponibilité des moyens financiers
		Superficie de vieux palmiers de la Variété TENERA reconvertie	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Usine d'égrenage de la COGERCO	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de tracteurs et accessoires acquis	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de camions poly ben disponibles	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de bureaux et magasins réhabilités	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Longueur protégée	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Unité de protection mise en place	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
Promotion et adaptation de l'agriculture de conservation et l'approche IPM « Integrated Pest Management »	Nombre de séances de formation sur le concept d'agriculture de conservation tenues	Rapport de formation	Disponibilité des moyens financiers	
Prévention des maladies, des lombrics et ravageurs	Nombre de systèmes d'alerte précoce mis en place et fonctionnel	Rapport	Disponibilité des moyens financiers	

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques
1.6 Maitrise des maladies et ravageurs		Nombre de centres de quarantaine construits et fonctionnels	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de stocks stratégiques et d'approvisionnement de produits phytosanitaires, vétérinaires pour les cultures vivrières, animales et industrielles constitués	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Pourcentage des producteurs prenant en charge avec succès les maladies et ravageurs	Rapport	Volonté de la Population
1.7. Professionnalisation des producteurs et développement des initiatives privées	Organisation des producteurs et Renforcement de leurs capacités	Nombre d' OP's de filières différentes bénéficiant d'un renforcement technique et organisationnel de la base au sommet	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et la volonté des producteurs
		Pourcentage des femmes et jeunes membres des organes de prise de décision des OP's	Rapport	Volonté de la Population
		Nombre d'organisations faïtières organisées autour des filières	Rapport	Volonté de la Population
	Appui aux OPs	Nombre d' OP's faïtières dont les besoins sont établis	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et la volonté des producteurs
		Nombre d' OP's faïtières ayant accès au crédit	Rapport	Disponibilité des moyens financiers et la volonté des producteurs
		Fonds de sécurité sociale constitué	Rapport MINEAGRIE	Disponibilité des moyens financiers
	Développement des capacités du secteur privé	Texte régissant l'accès au financement élaboré	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de tables rondes organisées	Rapport	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques
		Table ronde organisée et visite d'échange	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de formations organisées	Rapport de formation	Disponibilité des moyens financiers
	Promotion d'une culture financière aux producteurs et /ou organisations des producteurs	Nombre d'ateliers de sensibilisation	Compte rendu des ateliers	Disponibilité des moyens financiers
	Faciliter l'accès des organisations des producteurs au crédit	Nombre de plans d'affaires financés	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre d'op accompagnées dans le remboursement des crédits	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre d'op accompagnées dans la mise en œuvre de leurs plans d'affaires	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
	Promotion de la mécanisation agricole	Nombre de textes réglementaires disponibles	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de Bureaux et garages réhabilités	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Effectif du Personnel recruté	Affectation	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de bœufs de trait acquis	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de bœufs de trait entretenus	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de petites machines agricoles acquis	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de petites machines agricoles entretenues	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de tracteurs agricoles acquis	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques
		Nombre de tracteurs agricoles entretenus	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Quantité de carburant et lubrifiant acquis	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
	Promotion de la spécialisation/régionalisation des cultures	Superficie de maïs, de riz et de pomme de terre exploités	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
1.8. Création d'une institution financière agricole publique pour le financement agricole	Faciliter la création d'une institution financière agricole publique	Document de création d'une institution financière agricole actualisée	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Institution financière agricole mise en place et fonctionnelle	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
	Mobilisation des fonds	Fonds de garantie constitué	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Assurance agricole constituée	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
1.9. Développement de la résilience au changement climatique	Elaboration des stratégies et des technologies d'adaptation au changement climatique	Pourcentage de ménages utilisant des cuisinières à gaz	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Quantité de riz, de maïs et de haricot disponibles dans le stock stratégique	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Pourcentage de semences et plants adaptés au changement climatique	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Pourcentage d'animaux importés adaptés au changement climatique	PV de réception	Disponibilité des moyens financiers
	Information, Education et Communication sur le changement climatique	Nombre de pratiques agricoles intelligentes mises en œuvre	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de Campagnes d'iec organisée avec succès	Rapport	Disponibilité des moyens financiers

Logique d'intervention		Indicateurs	SDV	Hypothèses/Risques
		Nombre de missions de contact sur l'agriculture et l'adaptation au changement climatique effectuée	Rapport de mission	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de voyages d'échange d'expériences sur l'agriculture et l'adaptation au changement climatique organisé	Rapport de mission	Disponibilité des moyens financiers
	Bilan alimentaire et système d'alerte précoce	Nombre de rapports mensuels produits	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Nombre de rapports saisonniers	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
1.10. Lutte contre la malnutrition	Production, contrôle et diffusion d'aliments riches en nutriments	Pourcentage des farines consommées fortifiées	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Table de composition alimentaire établie	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Pourcentage de ménages ruraux bénéficiant d'une éducation en art culinaire	Rapport	Disponibilité des moyens financiers
		Pourcentage de ménages ruraux bénéficiant d'une éducation en alimentation des jeunes enfants	Rapport	Disponibilité des moyens financiers

4.4 Annexe 4 : Production totale des cultures vivrières pour les trois saisons culturales A, B et C de l'année agricole 2016-2017

Province	Production en équivalent tonne céréale (ETC)				Moyenne par ménage en équivalent kg céréale (EKC)				
	Saison A	Saison B	Saison C	Total	Ménages agri	Saison A	Saison B	Saison C	Total
Bubanza	36210	37817	34353	108380	76186	475	496	451	1423
Bujumbura	25462	24236	25616	75314	97351	262	249	263	774
Bururi	27587	36164	35158	98908	92941	297	389	378	1064
Cankuzo	35126	31239	18404	84769	49546	709	630	371	1711
Cibitoke	19856	18342	15559	53757	91112	218	201	171	590
Gitega	40954	47899	39414	128267	134644	304	356	293	953
Karusi	40881	35522	32262	108665	105780	386	336	305	1027
Kayanza	30877	24435	41526	96838	134567	229	182	309	720
Kirundo	48837	50871	47302	147010	143909	339	353	329	1022
Makamba	47071	40959	41323	129353	77582	607	528	533	1667
Muramvya	19245	21452	12177	52874	64253	300	334	190	823
Muyinga	34918	38366	39934	113218	166656	210	230	240	679
Mwaro	17065	19410	15427	51901	46953	363	413	329	1105
Ngozi	50944	62804	61945	175694	145249	351	432	426	1210
Rutana	36729	29305	46987	113021	71895	511	408	654	1572
Ruyigi	40949	51152	47715	139816	85915	477	595	555	1627
Rumonge	44120	60525	63939	168584	156009	283	388	410	1081
Burundi	596830	630496	619042	1846368	1740546	343	362	356	1061

Source : Enquête nationale agricole du Burundi (ENAB) – 2016-2017, juin 2018, page 29

4.5 Annexe 5: Production totale des cultures vivrières par groupe de cultures, saison agricole 2016- 2017 en TEC

Province	Céréales	Légumineuse: Banane	Tubercules	Oléagineux	Total	
Bubanza	5735	12002	1427	86825	644	106634
Bujumbura	6403	6188	3953	63374	102	80020
Bururi	40084	14898	4482	20033	-	79497
Cankuzo	19391	16864	3642	22927	820	63644
Cibitoke	7946	6694	5569	34966	209	55384
Gitega	26089	28945	10687	57112	308	123141
Karusi	13944	20588	11899	47689	795	94915
Kayanza	8995	17776	8717	63790	23	99302
Kirundo	25423	50794	17380	77606	754	171957
Makamba	27667	12575	3698	50569	349	94858
Muramvya	6709	10693	3871	22976	6	44255
Muyinga	14546	34363	11052	52174	380	112516
Mwaro	9876	7969	3481	28206	94	49627
Ngozi	25278	43259	29391	68090	2288	168306
Rutana	25392	16018	1833	76549	1930	121722
Ruyigi	24330	22407	12043	89162	1650	149592
Rumonge	21998	5881	991	160726	-	189595
Burundi	309806	327915	134117	1022774	10352	1804965

Source: ENAB-2016-2017, page 32